

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 506

25 février 2014

SOMMAIRE

1618 Investment Funds	24249	Ifaboc S.à r.l.	24249
1618 Investment Funds	24248	JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.	24269
2XL Initiative S.A.	24249	Lufkin Industries Holdings Luxembourg	24247
3 Capital Trading (Luxembourg)	24248	M.S.L. S.à r.l.	24243
AIM S.à r.l.	24287	Saconamo S.à r.l.	24247
AltoCumulus Holding S.A.	24242	SAGITTARUS Agency S.à r.l.	24245
Aral Luxembourg S.A.	24243	Scatec Dinesen Partnership - SDP S.à r.l.	24245
Art Hotel	24242	Sea & Sky S.A.	24245
Art-Lux S.à r.l.	24242	SMC Real Estate S.A.	24244
ATGM S.à r.l.	24250	Société d'Investissement et de Développe- ment Economique Familial S.A., SPF ...	24245
Autoparts Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	24242	Stellabridge S.à r.l.	24246
BPIM Sarl	24242	Stornoway Finance S.à r.l.	24246
BP Luxembourg S.A.	24243	Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l.	24246
Cardiologics S.à r.l.	24246	Titan International Luxembourg S.à r.l.	24288
Cobasol S.à.r.l.	24247	WOFU S.A.	24248
Corporate Finance Management S.A.	24243	WT International Group Sarl	24248
Cottonita Investments S.A.	24244	Zephyr Capital Investments S.A.	24249
CTC-Invest S.A.	24244		
Double Fun S.A.	24288		
Efese S.A.	24244		
EOI Sykes S.à r.l.	24286		
Finarfin S.A.	24288		

Art Hotel, Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 89.624.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2014009742/11.

(140011359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Art-Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1623 Luxembourg, 7, rue Genistre.
R.C.S. Luxembourg B 169.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014009743/10.

(140010651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

AltoCumulus Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 144.081.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014009696/11.

(140011149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

BPIM Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 56, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 150.425.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014009791/10.

(140010527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Autoparts Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 158.908.

Il est porté à connaissance des tiers que le siège social de l'actionnaire unique de la Société, Autoparts Holdings Limited, est dorénavant à inscrire au, 148 Quay Street, étage 9, 1010 Auckland, Nouvelle-Zélande.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 20 janvier 2014.

Référence de publication: 2014009709/12.

(140011583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Aral Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 36, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 5.722.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration de la Société en date du 17 décembre 2013 que Monsieur Daniel Odogwu a démissionné de ses fonctions d'administrateur avec effet au 29 novembre 2013 et que Monsieur Richard Harding, né le 8 septembre 1965 à Woking, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au Wittener Strasse 45, 44789 Bochum, Allemagne, a été coopté en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 17 décembre 2013 et jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2014009658/15.

(140010659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

BP Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8309 Capellen, Aire de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 45.782.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du conseil d'administration de la Société en date du 17 décembre 2013 que Monsieur Daniel Odogwu a démissionné de ses fonctions d'administrateur avec effet au 29 novembre 2013 et que Monsieur Richard Harding, né le 8 septembre 1965 à Woking, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au Wittener Strasse 45, 44789 Bochum, Allemagne, a été coopté en tant qu'administrateur de la Société avec effet au 17 décembre 2013 et jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 janvier 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014009660/15.

(140010654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

M.S.L. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6990 Rameldange, 46, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 104.401.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du PV de résolution de l'assemblée générale des associés de la société M.S.L. s.à r.l. en date du 29 Novembre 2013, que:

- L'assemblée générale des associés s'est prononcée favorablement sur la clôture de la liquidation de la société M.S.L. s.à r.l.

- Les livres et documents sociaux de la société seront archivés pour une durée de 5 ans chez Mr Michel NAMY, 46 rue principale, L-6990 Rameldange, Luxembourg.

Luxembourg, le 16 Janvier 2014.

Michel NAMY.

Référence de publication: 2014009657/15.

(140010011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Corporate Finance Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 72, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 83.407.

—
Les comptes annuels au 30-09-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014009878/9.

(140010789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Cottonita Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 96.935.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014009881/10.

(140011596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

CTC-Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9964 Huldange, 13, Stawelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 149.635.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 17 janvier 2013.

Référence de publication: 2014009886/10.

(140010560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Efese S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 106.432.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 6 décembre 2013

1. Madame Mounira MEZIADI a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Madame Audrey THONUS a démissionné de son mandat d'administrateur.

3. Monsieur Jonathan MIGNON, administrateur de sociétés, né à Libramont (Belgique), le 25 juillet 1988, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

4. Monsieur Franck BETH, administrateur de sociétés, né à Roubaix (France), le 6 mai 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour EFESE S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014009943/20.

(140011247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

SMC Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 40.001.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014010378/14.

(140010668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

SAGITTARUS Agency S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 88.654.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2014010358/12.

(140011119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Scatec Dinesen Partnership - SDP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 153.088.

Suite à sa dissolution datée du 23 décembre 2013, l'associé unique Scatec Norvège Holding II S.A., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à Scatec Solar AS, avec siège social au 13-15 Sommerrogaten, 0255 Oslo, Norvège, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Scatec Solar AS, précité, avec 12.500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010362/14.

(140011464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Sea & Sky S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 144.356.

Par décision du Conseil d'administration tenu le 20 janvier 2014 au siège social de la société, il a été décidé:

- de transférer le siège social de la Société du 19 - 21 Boulevard du Prince Henri, L - 1724 Luxembourg, vers le 20 RUE DE LA POSTE, L-2346 LUXEMBOURG, avec effet au 9 janvier 2014.

- d'accepter la démission de Madame Marina Padalino de sa fonction d'administrateur et président avec effet immédiat.

- de coopter comme nouvel administrateur et président, Monsieur Benoit Dessy, résidant 20 rue de la Poste L-2346 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celle de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEA & SKY S.A.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014010363/17.

(140011568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Société d'Investissement et de Développement Economique Familial S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 178.462.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68085 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010379/11.

(140010588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Stellabridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 162.211.

Il résulte d'une résolution prise par l'actionnaire unique en date du 19 décembre 2013 que:

- Monsieur Paul Smith est nommé gérant de catégorie B en lieu et place de sa fonction de gérant de catégorie A avec effet au 31 décembre 2012.

Munsbach, le 7 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010353/12.

(140011530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Stornoway Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 173.316.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 16 janvier 2014

Il résulte des résolutions de l'associé unique en date du 16 janvier 2014 que l'associé unique a décidé d'élire Clifford Langford, ayant son adresse professionnelle au 121, Val des Bons-Malades, L-2121 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, comme gérant de Stornoway Finance S.à r.l. avec effet au 1^{er} janvier 2014.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Stornoway Finance S.à r.l.

Représenté par Peter Diehl

Gérant

Référence de publication: 2014010354/16.

(140011197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Ticketmaster Luxembourg Holdco 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 37.123.661,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 142.609.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg le, 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010415/10.

(140010677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Cardiologics S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 167.482.

Les associés de CARDIOLOGICS S.à r.l., qui se sont réunis en assemblée générale extraordinaire le 16 janvier 2014 à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ont pris la résolution suivante:

Première résolution

L'associé, Monsieur Valentin Volgushev, avec adresse professionnelle à 8 Leninsky prospekt, Moscow, 119049 Russia a décidé de céder 45 parts sociales à Monsieur Eugen Weinberg, avec adresse professionnelle à Mainzer Landstrasse 153, D-60327 Frankfurt am Main,.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CARDIOLOGICS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014010506/16.

(140011409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Lufkin Industries Holdings Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.165.944,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 167.922.

—
Suite à une distribution par Lufkin Industries LLC, l'actionnaire unique de la Société, en date du 11 septembre 2013, toutes les 3,165,944 parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune dans le capital social de la Société ont été transférés et sont détenues par Red Oil & Gas, Inc., une société selon les lois de l'Etat de Connecticut ayant son siège au One Corporate Center, Hartford, CT 06103-3220, Connecticut, Les Etats-Unis immatriculée auprès le Commercial Recording Division of the Secretary of State of the State of Connecticut sous le no. 1113390.

Pour Lufkin Industries Holdings Luxembourg

S.Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2014010524/16.

(140011688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Saconamo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3238 Bettembourg, 53, rue de l'Indépendance.

R.C.S. Luxembourg B 105.670.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 JAN. 2014.

FISEC s.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014010357/12.

(140011147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Cobasol S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4911 Bascharage, 3, rue Emile Bofferding.

R.C.S. Luxembourg B 68.005.

—
DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 27 décembre 2013, numéro 2013/2736 de son répertoire, enregistré à Capellen, le 7 janvier 2014, relation: CAP/2014/60 de la société à responsabilité limitée "COBASOL S.à r.l.", avec siège social à L-4911 Bascharage, 3, rue Emile Bofferding, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 68 005, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 1998, publié au Mémorial C numéro 208 du 26 mars 1999, ce qui suit:

- Madame Yvette HENGEN et Messieurs Jeff FLOHNER et Jérôme FLOHNER, seuls associés, ont déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 27 décembre 2013,
- la société dissoute n'a plus d'activités.
- les associés ont déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'ils assument tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.
- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-4911 Bascharage, 3, rue Emile Bofferding.

Bascharage, le 16 janvier 2014.

Pour extrait conforme

Alex WEBER

Le notaire

Référence de publication: 2014010511/26.

(140011442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

WT International Group Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 72B, Waïstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 168.609.

Déclaration de cession de parts sociales

L'associé Monsieur Adil AL-ROUBAIE, né à Bagdad (Iraq), le 1^{er} juillet 1947, demeurant à D-66386 ST. INGBERT, Auf Mühlental 1, détenant 125 parts sociales de la société WT International Group SARL a cédé 62 de ses parts sociales à Monsieur Ali Hussein TALAB, né à Bagdad (Iraq), le 24 août 1968, résidant professionnellement à D-66386 ST. INGBERT, Auf Mühlental 1, de sorte que la nouvelle répartition est la suivante:

- Adil AL-ROUBAIE	63 parts sociales
- Ali Hussein TALAB	62 parts sociales
Soit un total de	125 parts sociales

La déclaration de cession de parts sociales a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010481/17.

(140011431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

WOFU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 179.600.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 67952 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014010478/10.

(140011275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 42.619.

Le Rapport annuel révisé au 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Pour le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2014010488/11.

(140011051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

3 Capital Trading (Luxembourg), Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.171.

Résumé des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 15 janvier 2014

L'associé unique de la Société prend acte et accepte la démission de Monsieur Paul Meyers en tant que gérant de classe A de La Société avec effet en date du 17 janvier 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 15 janvier 2014.

Pour la Société

Signature

MANAGER

Référence de publication: 2014010491/16.

(140011143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

1618 Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 42.619.

—
Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 8 janvier 2014.

L'Assemblée Générale renomme:

- Joseph BENHAMOU, Président;
- Amos PONCINI, Administrateur;
- Thierry WEBER, Administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2014.

L'Assemblée Générale renomme comme réviseur d'entreprises agréé:

- KPMG LUXEMBOURG S.à.r.l.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 30 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010487/19.

(140011050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

2XL Initiative S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 62, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 83.770.

—
Les comptes annuels au 31.08.2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 2XL INITIATIVE SA

Etienne J. CHOMBART

Référence de publication: 2014010489/11.

(140010627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Zephyr Capital Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 129.352.

—
Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 janvier 2014. Signature.

Référence de publication: 2014010486/10.

(140011054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

Ifaboc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4220 Esch-sur-Alzette, 24, rue du Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 107.663.

—
EXTRAIT

Lors de l'assemblée extraordinaire en date du 16 janvier 2014 de la société IFABOC Sàrl, ont été pris les décisions suivantes:

- D'accepter le changement d'adresse du siège social:
- qui se trouve à partir de ce jour au L-4220 ESCH/ALZETTE, 24 rue du Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
ESCH/ALZETTE, le 16/01/2014.

Référence de publication: 2014010520/14.

(140012105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.

ATGM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 181.782.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-ninth day of the month of November.

Before Us, Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

was held an extraordinary general meeting of the shareholders of ATGM S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée with registered office at 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, incorporated by deed of Me Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg dated 15 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under section B number 181782. The Articles have been amended by deed of the undersigned notary on 27 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was presided by Me Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and as scrutineer Me Michael Jonas, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I.) The shareholders represented and the numbers of shares held by them are shown on an attendance list signed by the proxyholder, the chairman, the secretary and scrutineer and the undersigned notary. The said list shall remain attached to the present deed to be registered therewith with the registration authorities.

II.) It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present meeting and that the shareholders declare themselves duly informed of the agenda so that the present meeting (the "Meeting") is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. To reduce the share capital from its current amount of seventeen thousand two hundred twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 17,212.50) to two thousand two hundred and twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 2,212.50) by the redemption and cancellation of three hundred thousand (300,000) class A1 Shares and repayment of an amount of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) to P6A S.à r.l.

2. Approval of the change of the accounting year so that the accounting year shall begin on 1 April and shall end on 31 March of the following year and therefore exceptionally the accounting year started on 15 November 2013 will end on 31 March 2014.

3. To restructure the issued share capital of the Company by:

A. creating nine (9) different classes of shares, namely B Shares, C Shares, D Shares, E1 Shares, E2 Shares, F1 Shares, F2 shares, G1 Shares and G2 Shares, and determining the rights and obligations thereof by amending the articles of incorporation as set forth under item (D) below;

B. reclassifying all forty-four thousand two hundred and fifty (44,250) existing class A Shares of the Company into ten thousand three hundred and twenty-five (10,325) C shares, twenty-nine thousand five hundred (29,500) D shares, one thousand four hundred and seventy-five (1,475) E2 shares, one thousand four hundred and seventy-five (1,475) F2 shares and one thousand four hundred and seventy-five (1,475) G2 shares.

C. increasing the issued share capital of the Company from its current amount of two thousand two hundred and twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 2,212.50) to eleven thousand nine hundred and forty-three Pounds Sterling (GBP 11,943) by issuing a total of:

- eleven thousand six hundred twenty-seven (11,627) B Shares;
- thirty thousand nine hundred eighty-two (30,982) C Shares;
- one hundred thirty-three thousand seven hundred forty (133,740) D Shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) E1 Shares;
- four thousand four hundred twenty-six (4,426) E2 Shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) F1 Shares;
- four thousand four hundred twenty-six (4,426) F2 Shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) G1 Shares;
- four thousand four hundred twenty-six (4,426) G2 Shares;

of a nominal value of five Penny Sterling (GBP 0.05) each (together the "New Shares") for a total subscription price of two hundred fifty thousand one hundred sixty-seven Pound Sterling (GBP 250,167) (the "Subscription Price"); subscription to the New Shares by the new investors (the "Subscribers") as set forth in the table below; payment of the Subscription Price by the Subscribers by way of a contribution in kind consisting of (i) shares held by Subscribers as set forth in the table below in ATG Luxco S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary dated 7 November 2013, not yet published in the Mémorial

C, Recueil des Sociétés et Associations, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 181739 ("ATG Luxco") for an aggregate amount of two hundred forty-nine thousand five hundred and sixty-seven Pounds Sterling (GBP 249,567) and (ii) claims the Subscribers hold against ATG Luxco for an aggregate amount of six hundred Pounds Sterling (GBP 600) ((i) and (ii) together referred to as the "Contribution in Kind"); approval of the valuation of the Contribution in Kind at two hundred fifty thousand one hundred and sixty-seven Pounds Sterling (GBP 250,167), allocation of the nominal value of the New Shares so issued to the share capital and an amount of two hundred forty thousand four hundred and thirty-six Pounds Sterling and fifty pence (GBP 240,436.50) to the freely distributable share premium as follows:

- forty-five thousand nine hundred and twenty-six Pounds Sterling and sixty-five pence (GBP 45,926.65) to be allocated to the share premium account relating to B Shares;
- one hundred and twenty-two thousand three hundred and seventy-eight Pounds Sterling and ninety pence (GBP 122,378.90) to be allocated to the share premium account relating to C Shares;
- six thousand five hundred and sixty Pounds Sterling and ninety-five pence (GBP 6,560.95) to be allocated to the share premium account relating to E1 Shares;
- seventeen thousand four hundred and eighty-two Pounds Sterling and seventy pence (GBP 17,482.70) to be allocated to the share premium account relating to E2 Shares;
- six thousand five hundred and sixty Pounds Sterling and ninety-five pence (GBP 6,560.95) to be allocated to the share premium account relating to F1 Shares;
- seventeen thousand four hundred and eighty-two Pounds Sterling and seventy pence (GBP 17,482.70) to be allocated to the share premium account relating to F2 Shares;
- six thousand five hundred and sixty Pounds Sterling and ninety-five pence (GBP 6,560.95) to be allocated to the share premium account relating to G1 Shares;
- seventeen thousand four hundred and eighty-two Pounds Sterling and seventy pence (GBP 17,482.70) to be allocated to the share premium account relating to G2 Shares.

Subscribers	Number of shares	Subscription Price in GBP
David Blyth	12,000 class D shares	GBP 600
Howard Panter	4,473, B shares; 12,390 C shares; 48,180 D shares; 639 E1 shares; 1,770 E2 shares; 639 F1 shares; 1,770 F2 shares; 639 G1 shares; 1,770 G2 shares	GBP 98,769
Helen Enright	1,428 B shares; 5,166 C shares; 18,840 D shares; 204 E1 shares; 738 E2 shares; 204 F1 shares; 738 F2 shares; 204 G1 shares; 738 G2 shares	GBP 38,622
Peter Kavanagh	1,078 B shares; 3,927 C shares; 14,300 D shares; 154 E1 shares; 561 E2 shares; 154 F1 shares; 561 F2 shares; 154 G1 shares; 561 G2 shares	GBP 29,315
Nicholas Potter	742 B shares; 2,065 C shares; 8,020 D shares; 106 E1 shares; 295 E2 shares; 106 F1 shares;	GBP 16,441

	295 F2 shares; 106 G1 shares; 295 G2 shares	
Michael Lynas	987 B shares; 3,304 C shares; 12,260 D shares; 141 E1 shares; 472 E2 shares; 141 F1 shares; 472 F2 shares; 141 G1 shares; 472 G2 shares	GBP 25,133
Timothy McFarlane	749 B shares; 2,065 C shares; 8,040 D shares; 107 E1 shares; 295 E2 shares; 107 F1 shares; 295 F2 shares; 107 G1 shares; 295 G2 shares;	GBP 16,482
Gregory Dyke	2,170 B shares; 2,065 C shares; 12,100 D shares; 310 E1 shares; 295 E2 shares; 310 F1 shares; 295 F2 shares; 310 G1 shares; 295 G2 shares	GBP 24,805
Total	11,627 B shares; 30,982 C shares; 133,740 D shares; 1,661 E1 shares; 4,426 E2 shares; 1,661 F1 shares; 4,426 F2 shares; 1,661 G1 shares; 4,426 G2 shares;	GBP 250,167

D. Amendment and restatement of the Company's articles of association, except Article 2 relating to the Company's corporate purpose as follows:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name "ATGM S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at eleven thousand nine hundred forty-three Pound Sterling (GBP 11,943), represented by two hundred thirty-eight thousand eight hundred sixty (238,860) shares with a nominal value of five pence Sterling (GBP 0.05), each as follows:

- eleven thousand six hundred twenty-seven (11,627) class B shares;
- forty-one thousand three hundred seven (41,307) class C shares;
- one hundred sixty-three thousand two hundred forty (163,240) class D shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) class E1 shares;
- five thousand nine hundred one (5,901) class E2 shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) class F1 shares;
- five thousand nine hundred one (5,901) class F2 shares;
- one thousand six hundred sixty-one (1,661) class G1 shares;
- five thousand nine hundred one (5,901) class G2 shares.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In addition, any transfer may be subject to any transfer restriction as may be set forth in any shareholders' agreement, which may exist among the shareholders of the Company from time to time, such as any tag along right or drag along right.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and Vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers. The general meeting of shareholders of the Company may decide to appoint one or several class A managers (the "Class A Managers") and one or several class B managers (the "Class B Managers").

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as a reference to the "sole manager".

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, Removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers eight (8) days at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers shall appoint a chairman to be elected among the Class A Managers. The board of managers may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any Class A Manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another Class A Manager as his proxy and any Class B Manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another Class B Manager as his proxy. This proxy will be given either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least one (1) Class A Manager and two (2) class B Managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

17.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any Class A Manager and any Class B Manager acting jointly. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any Class A Manager and any Class B Manager acting jointly.

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any Class A Manager and any Class B Manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of April of each year and shall end on the thirty-first of March of the following year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law, these articles of association and in accordance with any shareholders' agreement which may exist among the shareholders of the Company from time to time.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

4. To acknowledge and accept the resignations of Mr. George Richard Cobleigh and Mr. Sinisa Krnic from their mandate as manager of the Company, with effect as of the date hereof.

5. To designate the current managers of the Company, Mr. Michael Robert Kidd and Mr. Claude Larbiere as class B managers, with effect as of the date hereof, for an unlimited duration.

6. To appoint the following individuals as class A manager of the Company with effect as of the date hereof, for an unlimited duration:

- Mr. Gregory Dyke, born on 20 May 1947 in London (England), having his address at 1B Duck's Walk, Twickenham, TW1 2DD, England;

- Mrs. Helen Enright, born on 7 January 1959 in Paisley (Scotland), having her address at The Birches, 79 Silverdale Avenue, Walton-on-Thames, KT12 1EL, England;

- Mr. Peter Kavanagh, born on 20 February 1959 in Stockport (England), having his address at 20 Stradella Road, Herne Hill, SE24 9HA, London, England;

- Mr. Michael Lynas, born on 2 August 1957 in Belfast (Northern Ireland), having his address at Wood House, Crux Easton, Newbury, Berkshire, RG20 9QE, England;

- Mr. Timothy McFarlane, born on 18 October 1952 in Murray Bridge (Australia), having his address at 87 Birriga Road, Bellevue Hill, NSW 2023, Australia;

- Mr. Howard Panter, born on 25 May 1949 in Hillington (Scotland), having his address at Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, England;

- Mr. Nicholas Potter, born on 12 March 1968 in Cuckfield (England), having his address at 15 Claremont Road, Windsor Berkshire, SL4 3AX, England;

- Mr. David Blyth, born on 12 April 1957 in Kingston Upon Hull (England), having his address at 9 Albert Embankment, SE1 7HG, London, England;

- Mrs. Rosemary Squire, born on Nottingham (England) in 27 May 1956, having his address at Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, England.

After deliberation, the Meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to reduce the share capital from its current amount of seventeen thousand two hundred twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 17,212.50) to two thousand two hundred and twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 2,212.50) by the redemption and cancellation of three hundred thousand (300,000) class A1 Shares and to repay an amount of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) to P6A S.ar.l. by way of set-off of a claim the Company has against P6A S.ar.l. for the same amount.

Second resolution

The meeting resolved to approve the change of the accounting year so that the accounting year shall begin on 1 April and shall end on 31 March of the following year and therefore exceptionally the accounting year which started on 15 November 2013 will end on 31 March 2014.

Third resolution

(A) The Meeting resolved to restructure the issued share capital of the Company and to create nine (9) different classes of shares, namely B Shares, C Shares, D Shares, E1 Shares, E2 Shares, F1 Shares, F2 shares, G1 Shares and G2 Shares, and determining the rights and obligations thereof by the articles of incorporation following their restatement.

(B) The Meeting resolved to reclassify all forty-four thousand two hundred and fifty (44,250) existing class A Shares of the Company into ten thousand three hundred and twenty-five (10,325) C shares, twenty-five thousand nine hundred (25,900) D shares, one thousand four hundred and seventy-five (1,475) E2 shares, one thousand four hundred and seventy-five (1,475) F2 shares and one thousand four hundred and seventy-five (1,475) G2 shares.

(C) The Meeting resolved to increase the issued share capital of the Company from its current amount of two thousand two hundred and twelve Pounds Sterling and fifty pence (GBP 2,212.50) to eleven thousand nine hundred and forty-three (GBP 11,943) by issuing a total of:

- eleven thousand six hundred and twenty-seven (11,627) B Shares;
- thirty thousand nine hundred and eighty-two (30,982) C Shares;
- one hundred thirty-three thousand seven hundred and forty (133,740) D Shares;
- one thousand six hundred and sixty-one (1,661) E1 Shares;
- four thousand four hundred and twenty-six (4,426) E2 Shares;
- one thousand six hundred and sixty-one (1,661) F1 Shares;
- four thousand four hundred and twenty-six (4,426) F2 Shares;
- one thousand six hundred and sixty-one (1,661) G1 Shares;
- four thousand four hundred and twenty-six (4,426) G2 Shares;

of a nominal value of five Pence (GBP 0.05) each (together the "New Shares") for a total subscription price of two hundred fifty thousand one hundred sixty-seven Pounds Sterling (GBP 250,167) (the "Subscription Price").

The Subscribers, all here represented by Me Michael Jonas, prenamed, thereupon subscribed for the New Shares so issued as set forth in the table set forth in the agenda for the Subscription Price.

The Subscribers fully paid the Subscription Price by a contribution in kind consisting of (i) shares held by Subscribers in ATG Luxco S.à.r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg, incorporated by deed of the undersigned notary, dated 7 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 181739 ("ATG Luxco") for an aggregate amount of two hundred forty-nine thousand five hundred and sixty-seven Pounds Sterling (GBP 249,567) and (ii) claims of the Subscribers against ATG Luxco for an aggregate amount of six hundred Pounds Sterling (GBP 600) ((i) and (ii) together referred to as the "Contribution in Kind").

The Contribution in Kind has been the subject of a report of the board of managers of the Company dated 29 November 2013.

The conclusion of such report reads as follows:

"The Board of Managers agrees that the value of the Contribution in Kind in consideration for the issue of 11,627 B Shares, 30,982 C Shares, 133,740 D Shares, 1,661 E1 Shares, 4,426 E2 Shares, 1,661 F1 Shares, 4,426 F2 Shares, 1,661 G1 Shares, 4,426 G2 Shares in the Company with a nominal value of GBP 0.05 is at least equal to the subscription price of the all the New Shares to be issued by the Company and the allocation to the share premium accounts of the Company."

The Meeting resolved to value the Contribution in Kind at two hundred and fifty thousand one hundred and sixty-seven Pounds Sterling (GBP 250,167).

Evidence of the Contribution in Kind to the Company was shown to the undersigned notary.

The Meeting resolved to allocate an amount equal to the nominal value of the New Shares so issued to the share capital and an amount of two hundred and forty thousand four hundred thirty-six Pounds Sterling and fifty pence (GBP 240,436.50) to the freely distributable share premium as set forth in the agenda.

The Meeting acknowledged and approved that the new shareholders pursuant to the above resolution (C) are inscribed on the attendance list in order to participate in the extraordinary general meeting and to vote on the remaining items of the agenda.

(D) The Meeting then resolved to amend and restate the Company's articles of association, except Article 2 relating to the Company's corporate purpose, as set forth under item 3. D of the agenda above.

Fourth resolution

The Meeting resolved to acknowledge and accept the resignations of Mr. George Richard Cobleigh and Mr. Sinisa Krnic from their mandate as manager of the Company, with effect as of the date hereof.

Fifth resolution

The Meeting resolved to designate the current managers of the Company, Mr. Michael Robert Kidd and Mr. Claude Larbière as class B managers, for an unlimited duration, with effect as of the date hereof.

Sixth resolution

The Meeting resolved to appoint the following individuals as class A manager of the Company, for an unlimited duration, with effect as of the date hereof:

- Mr. Gregory Dyke, born on 20 May 1947 in London (England), having his address at 1B Duck's Walk, Twickenham, TW1 2DD, England;
- Mrs. Helen Enright, born on 7 January 1959 in Paisley (Wales), having her address at The Birches, 79 Silverdale Avenue, Walton-on-Thames, KT12 1EL, England;

- Mr. Peter Kavanagh, born on 20 February 1959 in Stockport (England), having his address at 20 Stradella Road, Herne Hill, SE24 9HA, London, England;
- Mr. Michael Lynas, born on 2 August 1957 in Belfast (Northern Ireland), having his address at Wood House, Crux Easton, Newbury, Berkshire, RG20 9QE, England;
- Mr. Timothy McFarlane, born on 18 October 1952 in Murray Bridge (Australia), having his address at 87 Birriga Road, Bellevue Hill, NSW 2023, Australia;
- Mr. Howard Panter, born on 25 May 1949 in Hillington (Scotland), having his address at Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, England;
- Mr. Nicholas Potter, born on 12 March 1968 in Cuckfield (England), having his address at 15 Claremont Road, Windsor Berkshire, SL4 3AX, England;
- Mr. David Blyth, born on 12 April 1957 in Kingston Upon Hull (England), having his address at 9 Albert Embankment, SE1 7HG, London, England;
- Mrs. Rosemary Squire, born on Nottingham (England) in 27 May 1956, having his address at Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, England.

There being no further items on the agenda, the Meeting was closed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euro (€ 2,000.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the members of the board and to the proxy-holders of the appearing parties, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt-neuvième jour du mois de novembre.

Par-devant nous, Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés de ATGM S.à.r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, constituée par acte de M^e Léonie Grethen, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 15 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 181782. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 27 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été présidée par Me Anna Hermelinski-Ayache, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg.

La présidente a nommé en tant que secrétaire et scrutateur Me Michael Jonas, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, la présidente a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Les associés représentés à l'assemblée ainsi que leurs participations respectives apparaissent sur une liste de présence qui a été signée par les mandataires, la présidente, le secrétaire et le scrutateur et le notaire soussigné. Cette liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Il appert de cette liste de présence que la totalité du capital social est représenté à l'assemblée et que les associés déclarent être dûment informés de l'ordre du jour de sorte que l'assemblée (l'«Assemblée») est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour mentionné ci-dessous:

Ordre du jour

1. Réduire le capital social de son montant actuel de dix-sept mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante centimes (17.212,50 GBP) à deux mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante centimes (2.212,50 GBP) par le rachat et l'annulation de la totalité des trois cent mille (300.000) parts sociales de classe A1 émises et le remboursement d'un montant de quinze mille Livres Sterling (15.000 GBP) à P6A S.à.r.l.;

2. Approbation de changement d'année sociale afin que l'année sociale débute le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante et en conséquence, exceptionnellement, l'année sociale commencée le 15 novembre 2013 se terminera le 31 mars 2014;

3. Réorganiser le capital social émis de la Société par:

A. Création de neuf (9) classes de parts sociales différentes, à savoir les Parts Sociales B, les Parts Sociales C, les Parts Sociales D, les Parts Sociales E1, les Parts Sociales E2, les Parts Sociales F1, les Parts Sociales F2, les Parts Sociales G1 et les Parts Sociales G2 et détermination des droits et obligations de celles-ci par les statuts suite à leur refonte;

B. Reclassification de la totalité des quarante-quatre mille deux cent cinquante (44.250) parts sociales de classe A existantes de la Société en dix mille trois cent vingt-cinq (10.325) parts sociales de classe C, vingt-neuf mille cinq cents (29.500) parts sociales de classe D, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe E2, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe F2, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe G2.

C. Augmentation du capital social émis de la Société de son montant actuel de deux mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante centimes (2.212,50 GBP) à onze mille neuf cent quarante-trois Livres Sterling (11.943 GBP) par l'émission d'un total de:

- onze mille six cent vingt-sept (11.627) parts sociales de classe B;
- trente mille neuf cent quatre-vingt-deux (30.982) parts sociales de classe C;
- cent trente-trois mille sept cent quarante (133.740) parts sociales de classe D;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe E1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe E2;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe F1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe F2;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe G1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe G2;

d'une valeur nominale de cinq pence Sterling (0,05 GBP) chacune (ensemble les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix de souscription total de deux cent cinquante mille cent soixante-sept Livres Sterling (250.167 GBP) (le «Prix de Souscription»); souscription des Nouvelles Parts Sociales par les nouveaux investisseurs (les «Souscripteurs») tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous; paiement du Prix de Souscription par les Souscripteurs au moyen d'une contribution en nature consistant en (i) des parts sociales détenues par les Souscripteurs tel que décrit dans le tableau ci-dessous dans ATG Luxco S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné daté du 7 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 181739("ATG Luxco") pour un montant total de deux cent quarante-neuf mille cinq cent soixante-sept Livres Sterling (249.567 GBP) et (ii) des créances détenues par les Souscripteurs à l'encontre de ATG Luxco pour un montant total de six cents Livres Sterling (600 GBP)((i) et (ii) ensemble dénommés comme l'«Apport en Nature»); approbation de l'évaluation de Apport en Nature à deux cent cinquante mille cent soixante-sept Livres Sterling (250.167 GBP), attribution de la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales alors émises au capital social et un montant de deux cent quarante mille quatre cent trente-six Livres Sterling et cinquante pence (240.436,50 GBP) à la prime d'émission librement distribuable, comme suit:

- quarante-cinq mille neuf cent vingt-six Livres Sterling et quarante-cinq pence (45.926,65 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe B;
- cent vingt-deux mille trois cent soixante-dix-huit Livres Sterling et quatre-vingt-dix pence (122.378,90 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe C;
- six mille cinq cent soixante Livres Sterling et quatre-vingt-quinze pence (6.560,95 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe E1;
- dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante-dix pence (17.482,70 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe E2;
- six mille cinq cent soixante Livres Sterling et quatre-vingt-quinze pence (6.560,95 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe F1;
- dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante-dix pence (17.482,70 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe F2;
- six mille cinq cent soixante Livres Sterling et quatre-vingt-quinze pence (6.560,95 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe G1;
- dix-sept mille quatre cent quatre-vingt-deux Livres Sterling et soixante-dix pence (17.482,70 GBP) devant être alloués au compte de prime d'émission lié aux Parts Sociales de classe G2.

Souscripteurs

Nombre de parts sociales

Prix de
Souscription
en GBP

David Blyth	12.000 parts sociales de classe D	600 GBP
Howard Panter	4.473, parts sociales de classe B; 12.390 parts sociales de classe C; 48.180 parts sociales de classe D; 639 parts sociales de classe E1; 1.770 parts sociales de classe E2;	98.769 GBP

	639 parts sociales de classe F1; 1.770 parts sociales de classe F2; 639 parts sociales de classe G1; 1.770 parts sociales de classe G2	
Helen Enright	1.428 parts sociales de classe B; 5.166 parts sociales de classe C; 18.840 parts sociales de classe D; 204 parts sociales de classe E1; 738 parts sociales de classe E2; 204 parts sociales de classe F1; 738 parts sociales de classe F2; 204 parts sociales de classe G1; 738 parts sociales de classe G2	38.622 GBP
Peter Kavanagh	1.078 parts sociales de classe B; 3.927 parts sociales de classe C; 14300 parts sociales de classe D; 154 parts sociales de classe E1; 561 parts sociales de classe E2; 154 parts sociales de classe F1; 561 parts sociales de classe F2; 154 parts sociales de classe G1; 561 parts sociales de classe G2	29.315 GBP
Nicholas Potter	742 parts sociales de classe B; 2.065 parts sociales de classe C; 8.020 parts sociales de classe D; 106 parts sociales de classe E1; 295 parts sociales de classe E2; 106 parts sociales de classe F1; 295 parts sociales de classe F2; 106 parts sociales de classe G1; 295 parts sociales de classe G2	16.441 GBP
Michael Lynas	987 parts sociales de classe B; 3.304 parts sociales de classe C; 12.260 parts sociales de classe D; 141 parts sociales de classe E1; 472 parts sociales de classe E2; 141 parts sociales de classe F1; 472 parts sociales de classe F2; 141 parts sociales de classe G1; 472 parts sociales de classe G2	25.133 GBP
Timothy McFarlane	749 parts sociales de classe B; 2.065 parts sociales de classe C; 8.040 parts sociales de classe D; 107 parts sociales de classe E1; 295 parts sociales de classe E2; 107 parts sociales de classe F1; 295 parts sociales de classe F2; 107 parts sociales de classe G1; 295 parts sociales de classe G2	24.805 GBP
Gregory Dyke	2.170 parts sociales de classe B; 2.065 parts sociales de classe C; 12.100 parts sociales de classe D; 310 parts sociales de classe E1; 295 parts sociales de classe E2; 310 parts sociales de classe F1; 295 parts sociales de classe F2; 310 parts sociales de classe G1; 295 parts sociales de classe G2	GBP 24,805
Total	11.627 parts sociales de classe B; 30.982 parts sociales de classe C; 133.740 parts sociales de classe D;	250.167 GBP

1.661 parts sociales de classe E1;
4.426 parts sociales de classe E2;
1.661 parts sociales de classe F1;
4.426 parts sociales de classe F2;
1.661 parts sociales de classe G1;
4.426 parts sociales de classe G2;

D. Modification et refonte complète des statuts de la Société, à l'exception de l'Article 2 relatif à l'objet social de la Société comme suit:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «ATGM S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, des prêts, des participations dans des prêts, certificats de dépôts et toutes autres valeurs mobilières ou instruments financiers ou biens de toute sorte, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de toute nature ou origine que ce soit. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de dette ou de valeur mobilière.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre ou dette de toute sorte, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et entreprises ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de cette entité. La Société peut aussi faire saisir, transférer ou s'endetter ou créer autrement des garanties sur quelques-uns ou tous ses biens.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui a été mentionné ci-dessus doit être entendu dans le sens le plus large et toute énumération n'est pas exhaustive ou limitant. L'objet de la Société comprend toute transaction ou contrat dans lesquels la Société fut partie conformément avec ce qui a été mentionné ci-dessus.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à onze mille neuf cent quarante-trois Livres Sterling (GBP 11.943), représenté par deux cent trente-huit mille huit cent soixante (238.860) parts sociales ayant une valeur nominale de cinq (5) Penny Sterling (GBP 0,05) comme suit:

- onze mille six cent vingt-sept (11.627) parts sociales de catégorie B;
- quarante et un mille trois cent sept (41.307) parts sociales de catégorie C;
- cent soixante-trois mille deux cent quarante (163.240) parts sociales de catégorie D;
- mille six cent soixante et un (1.661) parts sociales de catégorie E1;
- cinq mille neuf cent un (5.901) parts sociales de catégorie E2;
- mille six cent soixante et un (1.661) parts sociales de catégorie F1;
- cinq mille neuf cent un (5.901) parts sociales de catégorie F2;
- mille six cent soixante et un (1.661) parts sociales de catégorie G1;
- cinq mille neuf cent un (5.901) parts sociales de catégorie G2.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 De plus, tout transfert de parts sociales est soumis à toute restriction qui serait prévue dans tout pacte d'actionnaires, qui pourrait exister entre les actionnaires de la Société de temps à autres, tel que des droits de sortie conjointe ou obligations de cession forcée.

7.7 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant ou à tout autre héritier légal de l'associé décédé.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée

générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiqués dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et Vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance. L'assemblée générale des associés de la Société peut décider de nommer un ou plusieurs gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et un ou plusieurs gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Vacance d'un poste de gérant.

15.1 Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite au décès, à l'incapacité juridique, la faillite, la démission ou pour tout autre motif, cette vacance peut être pourvue de manière temporaire et pour une période ne pouvant excéder celle du mandat initial du gérant remplacé par les gérants restants jusqu'à la prochaine assemblée des associés appelée à statuer sur la nomination permanente, conformément aux dispositions légales applicables.

15.2 Dans l'hypothèse où la vacance survient alors que la Société est gérée par un gérant unique, cette vacance est comblée sans délai par l'assemblée générale des associés.

Art. 16. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

16.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum huit (8) jours ouvrables à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

16.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 17. Conduite des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance qui sera choisi parmi les Gérants de Catégorie A. Le conseil de gérance peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

17.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

17.3 Tout Gérant de Catégorie A peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre Gérant de Catégorie A comme son mandataire et tout Gérant de Catégorie B peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre Gérant de Catégorie B comme son mandataire. Ce mandat sera donné par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

17.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

17.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins un (1) Gérant de Catégorie A et deux (2) Gérants de Catégorie B sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance.

17.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, dispose d'une voix prépondérante.

17.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 18. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; Procès-verbaux des décisions du gérant unique.

18.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B agissant conjointement. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B agissant conjointement.

18.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 19. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/ auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et Surveillance

Art. 20. Commissaire - Réviseur d'entreprises agréé.

20.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

20.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

20.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

20.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

20.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 21. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier avril de chaque année et se termine le trente et un mars de l'année suivante.

Art. 22. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

22.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

22.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

22.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

22.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

22.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 23. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

23.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

23.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi, aux présents statuts et aux stipulations de tout pacte d'actionnaires existant entre les associés de la Société de temps à autres.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

24.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 25. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

4. Prise d'acte et acceptation des démissions de M. George Richard Cobleigh et M. Sinisa Krnic de leur mandat de gérant de la Société avec effet à la date du présent acte.

5. Désignation des gérants actuels, M. Michael Robert Kidd et M. Claude Larbière en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

6. Nomination des personnes suivantes en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée:

- M. Gregory Dyke, né le 20 mai 1947 à Londres (Angleterre), demeurant au 1B Duck's Walk, Twickenham, TW1 2DD, Angleterre;

- Mme. Helen Enright, née le 7 janvier 1959 à Paisley (Ecosse), demeurant au The Birches, 79 Silverdale Avenue, Walton-on-Thames, KT12 1EL, Angleterre;

- M. Peter Kavanagh, né le 20 février 1959 à Stockport (Angleterre), demeurant au 20 Stradella Road, Herne Hill, SE24 9HA, Londres, Angleterre;

- M. Michael Lynas, né le 2 août 1957 à Belfast (Irlande du Nord), demeurant au Wood House, Crux Easton, Newbury, Berkshire, RG20 9QE, Angleterre;

- M. Timothy McFarlane, né le 18 octobre 1952 à Murray Bridge (Australie), demeurant au 87 Birriga Road, Bellevue Hill, NSW 2023, Australie;

- M. Howard Panter, né le 25 mai 1949 à Hillington (Ecosse), demeurant au Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, Angleterre;

- M. Nicholas Potter, né le 12 mars 1968 à Cuckfield (Angleterre), demeurant au 15 Claremont Road, Windsor Berkshire, SL4 3AX, Angleterre;

- M. David Blyth, né le 12 avril 1957 à Kingston Upon Hull (Angleterre), demeurant au 9 Albert Embankment, SE1 7HG, Londres, Angleterre;

- Mme. Rosemary Squire, née le Nottingham (Angleterre) à 27 mai 1956, demeurant au Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, Angleterre.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les décisions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé de réduire dix-sept mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante pence (17.212,50 GBP) à deux mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante pence (2.212,50 GBP) par le rachat et l'annulation de la totalité des trois cent mille (300.000) parts sociales de classe A1 émises et le remboursement d'un montant de quinze mille Livres Sterling (15.000 GBP) à P6A S.à.r.l. par compensation d'une créance détenue par la Société à l'encontre de P6A S.à.r.l. du même montant.

Deuxième résolution

L'Assemblée a décidé d'approuver le changement d'année sociale afin que l'année sociale débute le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante et en conséquence, exceptionnellement, l'année sociale commencée le 15 novembre 2013 se terminera le 31 mars 2014.

Troisième résolution

(A) L'Assemblée a décidé de réorganiser le capital social émis de la Société et de créer neuf (9) classes de parts sociales différentes, à savoir les Parts Sociales B, les Parts Sociales C, les Parts Sociales D, les Parts Sociales E1, les Parts Sociales E2, les Parts Sociales F1, les Parts Sociales F2, les Parts Sociales G1 et les Parts Sociales G2 et de déterminer les droits et obligations de celles-ci par la modification des statuts tel qu'indiqué au point (D) ci-dessus.

(B) L'Assemblée a décidé de reclassifier la totalité des quarante-quatre mille deux cent cinquante (44.250) parts sociales de classe A existantes de la Société en dix mille trois cent vingt-cinq (10.325) parts sociales de classe C, vingt-cinq mille neuf cents (25.900) parts sociales de classe D, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe E2, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe F2, mille quatre cent soixante-quinze (1.475) parts sociales de classe G2.

(C) L'Assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société de son montant actuel de deux mille deux cent douze Livres Sterling et cinquante pence (2.212,50 GBP) à onze mille neuf cent quarante-trois Livres Sterling (11.943 GBP) par l'émission d'un total de:

- onze mille six cent vingt-sept (11.627) parts sociales de classe B;
- trente mille neuf cent quatre-vingt-deux (30.982) parts sociales de classe C;
- cent trente-trois mille sept cent quarante (133.740) parts sociales de classe D;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe E1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe E2;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe F1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe F2;
- mille six cent soixante et une (1.661) parts sociales de classe G1;
- quatre mille quatre cent vingt-six (4.426) parts sociales de classe G2;

d'une valeur nominale de cinq pence Sterling (0,05 GBP) chacune (ensemble les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix de souscription total de deux cent cinquante mille cent soixante-sept Livres Sterling (250.167 GBP) (le «Prix de Souscription»).

Les Souscripteurs, tous représentés par Me Michael Jonas, précité, ont souscrit les Nouvelles Parts Sociales alors émises comme indiqué dans le tableau de l'ordre du jour pour le Prix de Souscription.

Les Souscripteurs ont intégralement payé le Prix de Souscription par une contribution en nature consistant en (i) des parts sociales détenues par les Souscripteurs tel que décrit dans le tableau ci-dessous dans ATG Luxco S.à.r.l., une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au 31, Grand Rue, L-1661 Luxembourg, constituée par acte du notaire soussigné, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 181739 ("ATG Luxco") pour un montant total de deux cent quarante-neuf mille cinq cent soixante-sept Livres Sterling (249.567 GBP) et (ii) des créances détenues par les Souscripteurs à l'encontre de ATG Luxco pour un montant total de six cents Livres Sterling (600 GBP) ((i) et (ii) ensemble dénommés comme l'«Apport en Nature»).

L'Apport en Nature a fait l'objet d'un rapport du conseil de gérance de la Société daté du 29 novembre 2013.

La conclusion de ce rapport est le suivant:

«Le Conseil de Gérance approuve que la valeur de l'Apport en nature à prendre en considération pour l'émission de 11.627 Parts Sociales de classe B, 30.982 Parts Sociales de classe C, 133.740 Parts Sociales de classe D, 1.661 Parts Sociales

de classe E1, 4.426 Parts Sociales de classe E2, 1.661 Parts Sociales de classe F1, 4.426 Parts Sociales de classe F2, 1.661 Parts Sociales de classe G1, 4.426 Parts Sociales de classe G2 dans la Société avec une valeur nominale de 0,05 GBP soit au moins égale au prix de souscription de toutes les Nouvelles Parts Sociales à émettre par la Société et de l'attribution aux comptes de prime d'émission de la Société.»

L'Assemblée a décidé d'évaluer l'Apport en Nature à deux cent cinquante mille cent soixante-sept Livres Sterling (250.167 GBP).

Preuve de l'Apport en Nature a été montrée au notaire soussigné.

L'Assemblée a décidé d'attribuer un montant égal à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales alors émises au capital social et un montant de deux cent quarante mille quatre cent trente-six Livres Sterling et cinquante pence (240.436,50 GBP) à la prime d'émission librement distribuable, tel qu'indiqué dans l'ordre du jour. L'Assemblée a reconnu et approuvé que les nouveaux associés selon la résolution (C) ci-dessus sont inscrits sur la liste de présence afin de participer à l'assemblée générale extraordinaire et de voter sur les points restants de l'ordre du jour.

(D) L'Assemblée a enfin décidé de modifier et de procéder à une refonte complète des statuts de la Société, à l'exception de l'Article 2 relatif à l'objet social de la Société, comme indiqué sous le point 3. D de l'ordre du jour ci-dessus.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte et d'accepter les démissions de M. George Richard Cobleigh et M. Sinisa Krnic de leur mandat de gérant de la Société avec effet à la date du présent acte.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de désigner les gérants actuels, M. Michael Robert Kidd et M. Claude Larbière en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de nommer les personnes suivantes en tant que gérant de catégorie A de la Société, avec effet immédiat, pour une durée indéterminée:

- M. Gregory Dyke, né le 20 mai 1947 à Londres (Angleterre), demeurant au 1B Duck's Walk, Twickenham, TW1 2DD, Angleterre;

- Mme. Helen Enright, née le 7 janvier 1959 à Paisley (Ecosse), demeurant au The Birches, 79 Silverdale Avenue, Walton-on-Thames, KT12 1EL, Angleterre;

- M. Peter Kavanagh, né le 20 février 1959 à Stockport (Angleterre), demeurant au 20 Stradella Road, Herne Hill, SE24 9HA, Londres, Angleterre;

- M. Michael Lynas, né le 2 août 1957 à Belfast (Irlande du Nord), demeurant au Wood House, Crux Easton, Newbury, Berkshire, RG20 9QE, Angleterre;

- M. Timothy McFarlane, né le 18 octobre 1952 à Murray Bridge (Australie), demeurant au 87 Birriga Road, Bellevue Hill, NSW 2023, Australie;

- M. Howard Panter, né le 25 mai 1949 à Hillington (Ecosse), demeurant au Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, Angleterre;

- M. Nicholas Potter, né le 12 mars 1968 à Cuckfield (Angleterre), demeurant au 15 Claremont Road, Windsor Berkshire, SL4 3AX, Angleterre;

- M. David Blyth, né le 12 avril 1957 à Kingston Upon Hull (Angleterre), demeurant au 9 Albert Embankment, SE1 7HG, Londres, Angleterre;

- Mme. Rosemary Squire, née le Nottingham (Angleterre) à 27 mai 1956, demeurant au Shepards Hollybank Road, West Byfleet, KT14 6JD, Angleterre.

N'ayant plus de points à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société, sont estimés à deux mille euros (EUR 2.000,-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et aux mandataires des comparants, connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hermelinski-Ayache, Jonas, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 décembre 2013. Relation: LAC/2013/54928. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 13 décembre 2013.

Référence de publication: 2014002029/1057.

(140001679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 2.063.900,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 127.865.

—
In the year two thousand thirteen, on the twentieth of December,

Before Maître Joseph ELVINGER, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the Unitholders of "JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.", a Société à responsabilité limitée, having its registered office at 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, incorporated pursuant to a notarial deed enacted by Maître Henri HELLINCKX, Civil Law Notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on 18 April 2007, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under section B number 127865, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (hereinafter referred to as the Mémorial C) number 1330 on 2 July 2007; the articles of association of which have been amended for the last time pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary on 22 November 2013, not yet published in the Mémorial C (the Company).

The meeting is composed of the sole Unitholder, "JPMorgan Greater Europe Opportunistic Property Fund (B) L.P." ("GEOPF (B) L.P."), a limited partnership existing under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, EH3 9WJ Edinburgh, Scotland, United Kingdom, registered with the Companies House under number SL006194 (the Sole Unitholder),

here represented by Ms Sara Lecomte, private employee by virtue of a proxy given privately to her on 19 December 2013.

The aforeseaid proxy, after signature ne varietur by the proxyholder and the notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended (Article 200-2) provides that a sole Unitholder of a Société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of Unitholders of such company and the decisions of the sole Unitholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

The Sole Unitholder, acting in its capacity of sole Unitholder of the Company, hereby passes the following written resolutions in accordance with Article 200-2 and declared and requested the notary to act that:

First resolution

The Sole Unitholder resolves to approve the redemption and cancellation of one hundred twenty-four thousand five hundred and fifty-one (124,551) Class B units (the Repurchased Units).

The Sole Unitholder resolves to approve that in accordance with article 7. of the articles of association of the Company (the Articles of Association), the redemption price for the Class B units will amount to twenty six million seven hundred eleven thousand six hundred twenty five Euro and ninety nine eurocents (EUR 26,711,625.99) i.e. a repurchase price of EUR 214.463 per unit and will be paid by the Company to the holder of the Class B units.

Second resolution

The Sole Unitholder resolves to reduce the Company's subscribed unit capital by an amount of twelve million four hundred fifty-five thousand one hundred Euro (EUR 12,455,100.-) so as to decrease it from its current amount of fourteen million four hundred and sixty-nine thousand one hundred Euro (EUR 14,469,100.-) down to two million fourteen thousand Euro (EUR 2,014,000.-) by cancellation of the Repurchased Units.

Third resolution

The Sole Unitholder resolves:

- to create ninety-nine (99) new Class E units of the Company, each unit having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), and which will be related to the investments by the Company in a property located at Wellesbourne Business Park, Loxley Road, Wellesbourne, United Kingdom (the Investment E);

- to create one hundred (100) new Class F units of the Company, each unit having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), and which will be related to the investments by the Company in a property located at Vision Park, Cambridge, United Kingdom, together with other investments which the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) to the Class F units (the Investment F);

- to create one hundred (100) new Class G units of the Company, each unit having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), and which will be related to the investments by the Company in a property located at Tech Data, Munich, Germany together with other investments which the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) to the Class G units (the Investment G);

- to create one hundred (100) new Class H units of the Company, each unit having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), and which will be related to the investments by the Company in a property located at Octagon, Stoke, United Kingdom, together with other investments which the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) the Class H Units. (the Investment H); and

- to create one hundred (100) new Class I units of the Company, each unit having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-), and which will be related to the investments by the Company in a property located at Parkhurst Road, London, United Kingdom, together with other investments which the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) the Class I units. (the Investment I).

Fourth resolution

The Sole Unitholder decides to increase the unit capital of the Company by an amount of forty-nine thousand nine hundred Euro (EUR 49,900.-) so as to raise it from its current amount of two million fourteen thousand Euro (EUR 2,014,000.-) to two million sixty-three thousand nine hundred Euro (EUR 2.063,900.-) and to receive the payment of a unit premium in an aggregate amount of eight million five hundred eighteen thousand one hundred twenty-one Euro and eighteen eurocents (EUR 8,518,121.18) as follows:

- nine thousand nine hundred Euro (EUR 9,900.-) by the issue of ninety-nine (99) Class E units having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and subject to the payment on the Class E unit premium account of an amount of one million two hundred twenty-six thousand six hundred sixty-nine Euro and forty-nine eurocents (EUR 1,226,669.49);

- ten thousand Euro (EUR 10,000.-) by the issue of one hundred (100) Class F units having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and subject to the payment on the Class F unit premium account of an amount of two million six hundred fifty-eight thousand six hundred twenty-three Euro and forty-six eurocents (EUR 2,658,623.46);

- ten thousand Euro (EUR 10,000.-) by the issue of one hundred (100) Class G units having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and subject to the payment on the Class G unit premium account of an amount of one million eight hundred twenty thousand Euro (EUR 1,820,000.-);

- ten thousand Euro (EUR 10,000.-) by the issue of one hundred (100) Class H units having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and subject to the payment on the Class H unit premium account of an amount of one million two hundred seventy thousand thirty-three Euro and twenty eurocents (EUR 1,270,033.20); and

- ten thousand Euro (EUR 10,000.-) by the issue of one hundred (100) Class I units having a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each and subject to the payment on the Class I unit premium account of an amount of one million five hundred forty-two thousand seven hundred ninety-five Euro and three eurocents (EUR 1,542,795.03).

Subscription - Payment

Thereupon, GEOPF (B) L.P., prenamed, duly represented as stated above, declares to subscribe to the new ninety-nine (99) Class E units, one hundred (100) Class F units, one hundred (100) Class G units, one hundred (100) Class H units and one hundred (100) Class I units together with the unit premium to be paid by a contribution in kind consisting in the conversion into equity of several immediately payable receivables in an aggregate amount of eight million five hundred sixty eight thousand twenty-one Euro and eighteen eurocents (EUR 8,568,021.18) held by GEOPF (B) L.P. against the Company (the Contribution); of which forty-nine thousand nine hundred Euro (EUR 49,900.-) is allocated to the unit capital of the Company and eight million five hundred eighteen thousand one hundred twenty-one Euro and eighteen eurocents (EUR 8,518,121.18) is allocated to the unit premium accounts.

Evidence of the existence of the contribution

The Sole Unitholder declares that the Contribution is real and true and that its value equals, at least, the amount of the capital increase together with the unit premium. Evidence of the ownership and of the value of the receivables so contributed have been given to the undersigned notary through a statement issued by GEOPF (B) L.P., as the contributor and a statement issued by the board of managers of Company, as the contributee of the Contribution.

A copy of the aforesaid statements will remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

Effective implementation of the contribution

GEOPF (B) L.P., as the contributor here represented as stated here above, declares that:

- it is the sole full owner of the Contribution and it has full authority and power to dispose of it;

- the conversion of the Contribution is effective as per today.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Unitholder decides to amend Article 5.1 and to fully restate the Articles of Association, so that as from now on they will read as follows:

"Chapter I - Definition

Articles means the articles of association of the Company as amended from time to time;

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Unitholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles of Association, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the unit premium reserve) and (ii) as the case may be by the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Units to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Companies Act or of the Articles of Association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves (including the unit premium reserve)

CR = the amount of the corporate capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Units to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Companies Act or of the Articles of Association.

Board of Managers means the board of managers of the Company appointed from time to time;

Business Day means a day (other than a Saturday or Sunday) on which banks are generally open in Luxembourg for normal business;

Cancellation Amount means the amount consisting in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant Class of Units (including capital gains, liquidation surplus, dividend distribution or cancellation of units) and the amount of the expenses, losses, taxes and other transfers of funds incurred by the Company during its exercise and which can regularly and reasonably be attributed to such Class of Units (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution or cancellation of units). For the avoidance of doubt, existing losses (even if not directly connected with the Class of Unit being redeemed) should, in accordance with the Companies Act, be taken into account when determining the Cancellation Amount.

Cancellation Value Per Unit shall be calculated by dividing the Cancellation Amount to be applied to the Class of Units to be repurchased and cancelled by the number of Units in issue in such Class of Units;

Chairman has the meaning given to it in article 10;

Class of Units means an entire Class of Units of the Company;

Company means JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.a r.l.;

Financial Year has the meaning given to it in article 19;

General Meetings means the general meetings of Unitholders of the Company; General Meeting means any of them;

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date;

Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a Class of Units;

Companies Act means the Luxembourg Companies Act on the commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Legal Reserve has the meaning given to it in article 20;

Luxembourg means the Grand Duchy of Luxembourg

Managers means any member of the Board of Managers and Manager means any of them;

Unitholders means any person holding Units or to whom Units are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles of Association, and Unitholder means any of them;

Units means all the issued units from time to time in the capital of the Company;

Chapter II. Form - Name Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form, Corporate Name. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under Luxembourg Companies Act by the name of "JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.", which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the Companies Act as well as by the present Articles.

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Senningerberg. The Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers is authorised to change the address of the Company inside the municipality of the statutory registered office.

It may be transferred to any other place in Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Unitholders deliberating in the manner provided for in relation to amendments to these Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Manager, or in case of plurality of Managers, by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate Object. The Company's object is to acquire and hold interests, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests. The Company may also enter into the following transactions:

- to borrow money in any form or to obtain any form of credit facility;
- to advance, lend or deposit money or give credit to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even where not substantial, or any company being a direct or indirect Unitholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the Connected Companies and each as a Connected Company);
- for the purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same «group» as the Company if such other company directly or indirectly owns, is in control of, is controlled by, or is under common control with, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the corporate capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise; and
- to enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any of the Connected Companies and to render any assistance to the Connected Companies, within the limits of Luxembourg law; it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a banking activity.

The Company can act as liquidator of Connected Companies.

The Company may also provide domiciliation services or related services thereto to Connected Companies but only to the extent such services are not delivered in breach of the law of 31 May 1999 governing the domiciliation of companies.

The Company can perform all legal, commercial, technical and financial investments or operation and in general, all transactions which are necessary to fulfil its object as well as all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its object in all areas described above.

Art. 4. Duration. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter III. Capital, Units

Art. 5. Corporate Capital.

5.1 Units

The Company's subscribed unit capital is set at EUR 2,063,900.- (two million sixty-three thousand nine hundred Euro) represented by 20,639 (twenty thousand six hundred thirty-nine) Units divided into 1 (one) ordinary Unit (the Ordinary Units), 124 (one hundred and twenty-four) Units of class A (the Class A Units), 12,621 (twelve thousand six hundred and twenty-one) Units of class C (the Class C Units), 7,393 (seven thousand three hundred and ninety-three) Units of class D (the Class D Units), 100 (one hundred) Units of class E (the Class E Units), 100 (one hundred) Units of class F (the Class F Units), one 100 (one hundred) Units of class G (the Class G Units), 100 (one hundred) Units of class H (the Class H Units), 100 (one hundred) Units of class I (the Class I Units), each Unit of the Company, having each a nominal value of EUR 100.- (one hundred Euro).

5.2 Unit premium / Capital Surplus

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Units in addition to its nominal value is transferred. The general meeting can also approve contributions without the issuance of Units by way of a payment in cash or a payment in kind, on the terms and conditions set by the General Meeting and which will be booked in the «capital surplus account of the Company. The amount of the premium account and of the

capital surplus account may be used to provide for the payment of any Units which the Company may repurchase from its Unitholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Unitholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the Legal Reserve.

5.3 Voting rights

Each Unit will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which Unitholders have the right to vote.

5.4 Repurchase of Units

The unit capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire Classes of Units provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Ordinary Units.

In the event of a reduction of corporate capital through the repurchase and the cancellation of any Class of Units, each such Class of Units entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Units) to such portion of the Cancellation Amount as is determined by the Board of Managers and approved by the General Meeting, and the holders of Units of the repurchased and cancelled Class of Units shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Unit for each Unit of the relevant Class of Units held by them and cancelled.

The Company may redeem its own Units within the limits set forth by the Companies Act.

Art. 6. Capital Amendment. The subscribed and authorised corporate capital of the Company may be changed at any time by a decision of the single Unitholder (where there is only one Unitholder) or by a decision of the Unitholders' meeting, in accordance with article 17 of these Articles. the Company.

Art. 7. Distribution Right of Units. The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 20 of these Articles in any year in which the General Meeting resolves to make any distribution of dividends.

Class A Units,, Class C Units, Class D Units, Class E Units, Class F Units, Class G Units, Class H Units and Class I Units shall be created in relation to a specific investment made by the Company (each an Investment, and together the Investments).

Class A Units are related to the investment in the property located in Langenfeld, Germany, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment A). Class C Units are related to the investment in the property located at 23, rue de l'Amiral d'Estaing, F 75016 Paris, France, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment C).

Class D Units are related to the investment in the property located at 7, rue Logelbach, F 75017 Paris, France, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment D). Class E Units are related to the investment in the property located at Wellesbourne Business Park, Loxley Road, Wellesbourne, United Kingdom, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment E).

Class F Units are related to the investment in the property located at Vision Park, Cambridge, United Kingdom, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment F).

Class G Units are related to the investment in the property located at Tech Data, Munich, Germany, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment G).

Class H Units are related to the investment in the property located at Octagon, Stoke, United Kingdom, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment H).

Class I Units are related to the investment in the property located at Parkhurst Road, London, United Kingdom,, together with other investments the Board may assign (with the consent of the Unitholder(s)) following future investments (the Investment I).

Separate accounts of assets and liabilities shall be established in the accounting records of the Company, each in relation to a separate Investment (respectively the Class A Account in respect to holders of Class A Units,, the Class C Account in respect to holders of Class C Units, the Class D Account in respect to holders of Class D Units, the Class E Account in respect to holders of Class E Units, the Class F Account in respect to holders of Class F Units, the Class G Account in respect to holders of Class G Units, the Class H Account in respect to holders of Class H Units and the Class I Account in respect to holders of Class I Units and collectively, the Accounts).

Art. 8. Units Indivisibility. Towards the Company, the Company's Units are indivisible, since only one owner is admitted per Unit. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Units. In case of a single Unitholder, the Company's Units held by the single Unitholder are freely transferable.

In the case of plurality of Unitholders, the Units held by each Unitholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Companies Act.

Each Unitholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any of Units without the prior consent of the majority of the Unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital.

Chapter III. Management

Art. 10. Management. The Company is managed by one or more Managers. If several Managers have been appointed, they will constitute a Board of Managers. The Manager(s) need not to be Unitholders. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of Unitholders holding a majority of votes.

The majority of the Managers will be non-resident in the United Kingdom (the UK) for UK tax purposes and shall not be based full time in the UK (hereinafter referred to as Non-resident in the UK). The majority of the Managers will be non-resident in the United States (the US) for US tax purposes and shall not be based full time in the US (hereinafter referred to as Non-resident in the US). For the avoidance of doubt, Managers who are resident or based full time in the UK may together with Managers who are resident or based full time in the US constitute the majority of the Board of Managers in accordance with these Articles.

The Board of Managers may choose from among its Non-resident in the UK members a Chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a Secretary, who need not be a Manager but must be Non-resident in the UK, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the Unitholders. The Board of Managers shall meet upon call by any Manager at the place indicated in, the notice of meeting.

The Chairman shall preside at all meetings of Unitholders and the Board of Managers, but in his absence the Unitholders or the Board of Managers may appoint another Manager, and in respect of Unitholders' meetings any other person, as Chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all Managers the day before such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telegram, telex or telefax of each Manager.

Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram, telefax, e-mail transmission or any other similar means of communication equipment another Manager, as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting of the Board of Managers, and who is not present in the UK, may participate in such a meeting by conference call or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if (i) at least two Managers are physically present, (ii) at least a majority of the Managers is present or represented, (iii) at least the majority of the Managers present or represented are Non-resident in the UK and (iv) at least the majority of the Managers present or represented are Non-Resident in the US at any meeting of the Board of Managers. For the avoidance of doubt, Managers who are resident or based full time in the UK may together with Managers who are resident or based full time in the US represent the majority of the Board of Managers in accordance with these Articles. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at any meeting.

Meetings of the Board of Managers must be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, meetings of the Board of Managers may be held temporarily abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. However, the meeting of the Board of Managers shall never be held in the UK.

The minutes of any meeting of the Board of Managers shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the Chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the Secretary, or by two Managers.

Notwithstanding the foregoing, resolutions in writing approved and signed by all Managers shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings; each manager shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. No such resolution will, however, be effective if signed by a manager present in the UK or in the US or any other jurisdiction which may be specified from time to time by a resolution of the Board of Managers.

Art. 11. Powers of the Manager. In dealing with third parties, the Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Companies Act or the present Articles to the General Meeting of Unitholders fall within the competence of the Manager, or in case of plurality of Managers, of the Board of Managers. The Manager, or in case of plurality of Managers the Board of Managers, may, in particular and without limitation, enter into investment adviser agreements and administration agreements.

In case of plurality of Managers, the Board of Managers may appoint from among its members one or several general managers who shall be in charge of the daily management of the Company and who shall have the powers to bind the Company by their individual signature.

Art. 12. Delegation of powers. The Board is also authorised to appoint a person, either a Manager or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures. Signatory powers of directors

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two Managers.

Grant of specific powers of attorney

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person (whether a Manager or not) to whom specific signatory power is granted by the Company, but only within the limits of such power.

Art. 14. Remuneration of the Manager. The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

Art. 15. Liabilities of the Manager. The Manager, or in case of plurality of Managers, the members of the Board of Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 16. ERISA Provisions. Unless otherwise consented by the Unitholders, the Board of Managers shall use its best efforts to conduct the affairs of the Company in compliance with the exception for "real estate operating companies" or otherwise with the exception for other "operating companies" under the first sentence of paragraph (c) of the regulations contained in Section 2510.3-101 of the Regulations of the US Department of Labor or successor regulations (the Plan Assets Regulations). If the Board of Managers becomes aware that there is a material likelihood that the Company will cease to be a «real estate operating Company» or otherwise an «operating Company» under the first sentence of paragraph (c) of the Plan Assets Regulations, then the Board of Managers shall take such actions as may be necessary to cause the Company not to be adversely affected with respect to its status as a «real estate operating Company» or otherwise as such an «operating Company».

Chapter IV. General Meeting of Unitholders

Art. 17. Powers of the Sole Unitholder / General Meeting of Unitholders. The single Unitholder assumes all powers conferred to the general Unitholders' meeting.

In case of a plurality of Unitholders, each Unitholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Units, which he owns. Each Unitholder has voting rights commensurate with his Unitholding.

A Unitholder may act at any General Meeting of Unitholders by appointing (or, if the Unitholder is a legal entity, its legal representative(s)) in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Unitholder himself.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by Unitholders owning more than half of the unit capital. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the Unitholders owning at least three-quarters of the Company's unit capital, subject to the provisions of the Companies Act.

Art. 18. General Meetings. The Manager, or in case of plurality of Managers the Board of Managers, may convene other General Meetings of the Unitholders.

Such meetings must be convened if Unitholders representing more than fifty per cent of the Company's capital so require.

Other meetings of Unitholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting. However, other meetings of the Unitholders shall never be held in the UK.

Chapter V. Business Year - Balance sheet

Art. 19. Financial Year. The Company's Financial Year starts on the 1 January and ends on the 31 December of each year.

At the end of each Financial Year, the Company's accounts are established and the Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

As far as required by Luxembourg laws and regulations, the operations of the Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more independent auditor(s) qualifying as «reviseur(s) d'entreprises agréé (s)».

Each Unitholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 20. Allocation and Distribution of the Profits.

20.1 From the net profit of the Company, as determined in accordance with applicable laws and regulations, an amount equal to five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Companies Act (the Legal Reserve), until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's unit capital.

20.2 The balance of the net profit may be distributed to the Unitholder(s) in proportion to his/their Unitholding in the Company and shall be allocated as follows:

- Holders of the Class A Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class A Account.
- Holders of the Class C Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class C Account.
- Holders of the Class D Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class D Account.
- Holders of the Class E Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class E Account.
- Holders of the Class F Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class F Account.
- Holders of the Class G Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class G Account.
- Holders of the Class H Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class H Account.
- Holders of the Class I Units will be entitled to a distribution amount which cannot exceed the net profit shown in the Class I Account.
- Holders of the Ordinary Units will be entitled to the distribution of profits that are not related to any Investments and are not shown in any of the Accounts.

20.3 Unit premium or capital surplus may be distributed by the General Meeting of the Unitholder(s) or the sole Unitholder as follows:

- Holders of the Class A Units shall be entitled to receive distributions of Unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class A Account.
- Holders of the Class C Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class C Account.
- Holders of the Class D Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class D Account.
- Holders of the Class E Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class E Account.
- Holders of the Class F Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class F Account.
- Holders of the Class G Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class G Account.
- Holders of the Class H Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class H Account.
- Holders of the Class I Units shall be entitled to receive distributions of unit premium only up to the amount of unit premium allocated to the Class I Account.
- Holders of the Ordinary Units shall be entitled to receive distributions of unit premium that are not related to any Investments and are not shown in any of the Accounts.

Should all outstanding class of Units, except one, have been cancelled following their redemption, repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the last outstanding class of Units.

20.4 To the extent that funds are available and to the extent permitted by the Companies Act and regulations and by these Articles, the Manager or, in case of plurality of Managers, the Board of Managers shall propose the distribution of any distributable reserves and any profit carried forward.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 21. Causes of Dissolution. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Unitholder or of one of the Unitholders.

Art. 22. Liquidation. At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, Unitholders or not, appointed by the Unitholders who shall determine their powers and remuneration.

To the fullest extent permitted by the Companies Act, and in accordance with the terms of article 7 of these Articles, a distribution of assets to the Unitholders shall be made so that, after payment of liabilities (including, without limitation, any reserve determined by the Board of Managers to be appropriate on account of any prospective or contingent liabilities of the Company), each holder of a class of Units shall be entitled to receive proportionally to their Unit holdings a distribution of an amount equal to those assets credited to its Account to which it is entitled (the Class Units Liquidation Proceeds).

After the payment of the Class Unit Liquidation Proceeds, the balance (if any) will be paid to the holders of the then outstanding Ordinary Units. All such Ordinary Units shall rank *pari passu* amongst each other with respect to the liquidation proceeds.

Chapter VII. Applicable Law

Art. 23. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately four thousand Euro (EUR 4,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille treize, le vingt décembre,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société à responsabilité limitée «JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.», ayant son siège social au, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg, sous section B numéro 127865, constituée suivant acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 avril 2007, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C») numéro 1330 du 2 juillet 2007, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 novembre 2013, en cours de publication publié au Mémorial C.

L'assemblée est composée de l'associé unique, «JPMorgan Greater Europe Opportunistic Property Fund (B) L.P.» («GEOPF (B) L.P.»), un Limited Partnership, de droit écossais, ayant son siège social au 50 Lothian Road, Festival Square, Edinbourg EH3 9WJ, Ecosse, Royaume-Uni, immatriculée auprès du Companies House sous le numéro SL006194 (l'«associé unique»).

ici représentée par Madame Sara LECOMTE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée en date du 19 décembre 2013.

Laquelle procuration, signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

L'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée («Article 200-2») dispose qu'un associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit.

L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, par la présente adopte les résolutions écrites suivantes conformément à l'Article 200-2 déclare et demande au Notaire d'acter les résolutions suivantes

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver le rachat et l'annulation de cent vingt-quatre mille cinq cent cinquante et un (124.551) parts sociales de Classe B (Les Parts Rachetées).

L'Associé Unique décide d'approuver, en accord avec les dispositions de l'article 7. des statuts de la Société (les Statuts), le prix des Rachats des parts de Classe C s'élèvera à vingt-six millions sept cent onze mille six cent vingt-cinq Euro et quatre-vingt-dix-neuf centimes d'euros(EUR 26.711.625,99), soit un prix de rachat de EUR 214,463 par part sociales et sera payé par la Société aux détenteurs des parts de Classe B.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social souscrit d'un montant de douze millions quatre cent cinquante-cinq mille Euro (EUR 12.455.100,-) pour le porter de son montant actuel quatorze million quatre cent soixante-neuf mille cent Euro (EUR 14.469.100,-) à deux millions quatorze mille Euro (EUR 2.014.000,-) par annulation des parts sociales rachetées.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide:

- de créer (99) nouvelles parts sociales de Classe E, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-), et sera liée aux investissements de la Société dans la propriété située à Wellesbourne Business Park, Loxley Road, Wellesbourne, Royaume Uni (l'Investissement E);
- de créer (100) nouvelles parts sociales de Classe F, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-), et sera liée aux investissements de la Société dans la propriété située à Vision Park, Cambridge, Royaume Uni, ensemble avec les autres investissements que le Conseil pourrait attribuer (avec l'accord de l'Associé Unique (des Associés)) aux parts sociales de Classe F (l'Investissement F);
- de créer (100) nouvelles parts sociales de Classe G, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-), et sera liée aux investissements de la Société dans la propriété située à Tech Data, Munich Allemagne, ensemble avec les autres investissements que le Conseil pourrait attribuer (avec l'accord de l'Associé Unique (des Associés)) aux parts sociales de Classe G (l'Investissement G);
- de créer (100) nouvelles parts sociales de Classe H, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-), et sera liée aux investissements de la Société dans la propriété située à Octagon, Stoke, Royaume Uni, ensemble avec les autres investissements que le Conseil pourrait attribuer (avec l'accord de l'Associé Unique (des Associés)) aux parts sociales de Classe H (l'Investissement H); et,
- de créer (100) nouvelles parts sociales de Classe I, chaque part sociale ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-), et sera liée aux investissements de la Société dans la propriété située à Parkhurst Road, Londres, Royaume Uni, ensemble avec les autres investissements que le Conseil pourrait attribuer (avec l'accord de l'Associé Unique (des Associés)) aux parts sociales de Classe I (l'Investissement I).

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de quarante-neuf mille neuf cents Euro (EUR 49.900,-) pour le porter de son montant actuel de deux millions quatorze mille Euro (EUR 2.014.000,-) to deux millions soixante-trois mille neuf cents Euro (EUR 2.063.900,-) et de recevoir le paiement d'une prime d'émission d'un montant total de huit millions cinq cent dix-huit mille cent vingt et un Euro et dix-huit centimes d'Euro (EUR 8.518.121,18) comme suit:

- neuf mille neuf cents Euro (EUR 9.900,-) par l'émission de quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales de Classe E ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune et soumise au paiement sur le compte prime d'émission de Classe E d'un montant de un million deux cent vingt-six six cent soixante-neuf Euro et quarante-neuf centimes d'Euro (EUR 1.226.669,49);
- dix mille Euro (EUR 10.000,-) par l'émission de cent (100) parts sociales de Classe F ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune et soumise au paiement sur le compte prime d'émission de Classe F d'un montant de deux millions six cent cinquante-huit mille six cent quarante-trois Euro et quarante-six centimes (EUR 2.658.623,46);
- dix mille Euro (EUR 10.000,-) par l'émission de cent (100) parts sociales de Classe G ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune et soumise au paiement sur le compte prime d'émission de Classe G d'un montant d'un million de huit cent vingt mille Euro (EUR 1.820.000,-);
- dix mille Euro (EUR 10.000,-) par l'émission de cent (100) parts sociales de Classe H ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune et soumise au paiement sur le compte prime d'émission de Classe H d'un montant d'un million deux cent soixante-dix mille trente-trois Euro et vingt centimes d'Euro (EUR 1.270.033,20); et,
- dix mille Euro (EUR 10.000,-) par l'émission de cent (100) parts sociales de Classe I ayant une valeur nominale de cent Euro (EUR 100,-) chacune et soumise au paiement sur le compte prime d'émission de Classe I d'un montant d'un million cinq cent quarante-deux mille sept cent quatre-vingt-quinze Euro et trois centimes d'Euro (EUR 1.542.795,03).

Cinquième résolution *Souscription - Libération*

Intervient ensuite aux présentes GEOPF (B) L.P., préqualifiée, ici représentée comme indiqué précédemment, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant;

laquelle, a déclaré souscrire les quatre-vingt-dix-neuf (99) parts sociales nouvelles de Classe E, cent (100) parts sociales nouvelles de Classe F, cent (100) parts sociales nouvelles de Classe G, cent (100) parts sociales nouvelles de Classe H et les cent (100) parts sociales nouvelles de Classe I ensemble avec la prime d'émission et les libérer intégralement par un apport en nature consistant en la conversion de plusieurs créances certaines, liquides et exigibles d'un montant total de

huit millions cinq cent dix-huit mille cent vingt et un Euro et dix-huit centimes d'Euro (EUR 8,568,021.18) détenues par GEOPF (B) L.P. contre la Société (l'Apport); dont quarante-neuf mille neuf cents Euro (EUR 49,900.-) sont alloués au capital social de la Société et huit millions cinq cent dix-huit mille cent vingt et un Euro et dix-huit centimes d'Euro (EUR 8.518.121,18) sont alloués aux comptes prime d'émission.

Preuve de l'existence de l'apport

L'associé unique déclare que cet apport en nature existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital.

La justification de l'existence, du montant de ladite créance et de la renonciation a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'un certificat d'évaluation de l'apport émis par GEOPF (B) L.P., la Société Apporteuse, et par un certificat d'évaluation de l'apport émis par JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l., la Société bénéficiaire de l'Apport.

Une copie desdits certificats restera annexée au présent acte pour être soumis avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Réalisation effective de l'apport

GEOPF (B) L.P., préqualifiée, dûment représentée par son mandataire tel qu'indiqué précédemment, déclare:

- Etre la seule pleine détentrice de l'Apport et dispose de toute autorité et de tous les pouvoirs aux fins d'en disposer;
- La conversion de l'Apport est effective et réalisée sans réserve aujourd'hui.

Sixième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'associé unique décide de refondre intégralement les statuts qui se liront désormais comme suit:

«Chapitre 1^{er} . Définitions

Statuts (Articles) signifie les statuts de la Société tel que modifié de temps à autre;

Montant Disponible (Available Amount) signifie le montant total de bénéfices nets de la Société (comprenant les bénéfices reportés) auquel les Associés auraient eu droit sous forme de dividendes selon les Statuts, augmentés par (i) toute réserve librement distribuable (incluant la réserve de prime d'émission) et (ii) selon le cas par le montant de la réduction de capital et réserve légale liée à la Classe de Parts Sociales rachetée ou annulée, mais réduit par (i) toute perte (comprenant les pertes reportées), et (ii) toute somme à placer dans les réserve(s) légale(s) conformément aux exigences de la Loi de 1915 ou des Statuts, tel que établi dans les Comptes Intérimaires (sans double comptabilisation, pour éviter toute ambiguïté) pour que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Alors que:

AA= Montant Disponible

NP= bénéfice net (comprenant les bénéfices reportés)

P= toute réserve librement distribuable (incluant la réserve de prime d'émission)

CR= le montant de la réduction du capital social et de la réserve légale lié à la Classe de Parts Sociales annulée

L= pertes (comprenant les pertes reportées)

LR= toute somme à placer dans la/les réserve(s) conformément aux exigences de la Loi de 1915 ou des Statuts;

Conseil de Gérance (Board of Managers) désigne le conseil de gérance de la Société tel que nommé de temps à autre;

Jour Ouvrable (Business Day) signifie tout jour (sauf Samedi et Dimanche) où les banques sont habituellement ouvertes au Luxembourg;

Montant d'Annulation (Cancellation Amount) signifie le montant du solde de tout revenu, bénéfices et autres recettes payés ou payables de toute autre manière en lien avec la Classe de Parts Sociales concernée (comprenant les plus-values, le surplus de liquidation, la distribution de dividendes ou d'annulation de parts) et le montant des dépenses, pertes, impôts et autres transferts de fonds encourus par la Société pendant son exercice et qui peut être régulièrement et raisonnablement attribué à une Classe de Parts Sociales (comprenant les frais, coûts, l'impôt sur le revenu des sociétés, les dépenses liées à la distribution de dividendes ou à l'annulation de parts). Pour éviter toute ambiguïté, des pertes existantes (même si elles ne sont pas directement liées à la Classe de Parts Sociales rachetée) doivent, conformément à la Loi de 1915, être prises en compte pour la détermination du Montant d'Annulation;

Valeur d'Annulation par Part Sociale (Cancellation Value per Unit) est calculée en divisant le Montant d'Annulation applicable à la Classe de Parts Sociales à racheter et à annuler par le nombre de Parts émises dans cette Classe de Parts Sociales;

Président (Chairman) a le sens qui lui est attribué par l'article 10;

Classe de Parts Sociales (Class of Units) signifie une Classe de Parts Sociales entière de la Société;

Société (Company) signifie JPMorgan GEOPF Luxembourg Holdings S.à r.l.;

Exercice Social (Financial Year) a le sens qui lui est attribué par l'article 19;

Assemblées Générales (General Meetings) signifie les assemblées générales de détenteurs de Parts Sociales; Assemblée Générale signifie une seule;

Comptes Intérimaires (Interim Accounts) signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires;

Date des Comptes Intérimaires (Interim Account Date) signifie la date se situant au plus tôt huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation d'une Classe de Parts Sociales;

Loi de 1915 (Companies Act) signifie la Loi Luxembourgeoise concernant les Sociétés Commerciales du 10 aout 1915, telle que modifiée;

Réserve Légale (Legal Réserve) a le sens qui lui est attribué par l'article 20;

Luxembourg signifie le Grand-Duché du Luxembourg;

Gérants (Managers) signifie tout membre du Conseil de Gérance et Gérant signifie un seul d'entre eux;

Associés (Unitholders) signifie chaque personne détenant des Parts Sociales ou à qui des Parts Sociales sont transférées ou émises de temps à autre (à l'exclusion de la Société) conformément avec les dispositions des Statuts et Associé signifie un seul d'entre eux;

Parts Sociales (Units) signifie tous les parts émises de temps à autre dans le capital de la Société.

Chapitre II. Forme Sociale - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme Sociale et Nom. Il existe une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de «JPMorgan GEOPF Luxembourg Holding S.à r.l.» qui sera régie par la Loi de 1915 ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Senningerberg, Luxembourg. Le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, est autorisé à transférer le siège de la Société à l'intérieur de la ville du siège statutaire.

Il peut être transféré en tout autre endroit au Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie notamment de souscription ou d'acquisition de titres et de droit au moyen de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion. La Société pourra également, être engagée dans les opérations suivantes:

- conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit;
- avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, même non substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient Associés, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après les Sociétés Apparentées et chacune une Société Apparentée);
- pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, contrôle, est contrôlée par ou est sous contrôle commun avec, la Société, que ce soit comme détenteur ultime, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement; et
- accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées et d'apporter toute assistance aux Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par la loi luxembourgeoise; il est entendu que la Société n'effectuera aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité bancaire.

La Société peut être liquidateur des Sociétés Apparentées.

La Société peut également offrir des services de domiciliation ou services connexes à des Sociétés Apparentées, sous réserve que de tels services ne soient pas rendus en violation de la loi du 31 May 1999 sur la domiciliation de sociétés.

La Société peut réaliser toutes opérations juridiques, commerciales, techniques ou financières et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs précédemment décrits.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Chapitre III. Capital, Parts

Art. 5. Capital social.

5.1 Parts Sociales

Le capital social souscrit de la Société est fixé à la somme de EUR 2.063.900 (deux millions soixante-trois mille neuf cent Euro) représenté par 20.639 Parts Sociales divisées en 1 (une) Part Sociale ordinaire (la Part Sociale Ordinaire), 124 (cent vingt-quatre) Parts Sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), 12.621 (douze mille six cent vingt et une) Parts Sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C), 7.393 (sept mille trois cent quatre-vingt-treize) Parts Sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), 100 (cent) Parts Sociales de classe E (les Parts Sociales de Classe E), 100 (cent) Parts Sociales de la Classe F (les Parts Sociales de Classe F), 100 (cent) Parts Sociales de la Classe G (les Parts Sociales de Classe G), 100 (cent) Parts Sociales de la Classe H (les Parts Sociales de Classe H) et 100 (cent) Parts Sociales de la Classe I (les Parts Sociales de Classe I) chacune des Parts Sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 100,- (cent Euro).

5.2 Primes d'émission / «Capital Surplus»

Outre le capital émis, un compte de prime d'émission peut être mis en place, sur lequel toute prime d'émission payée sur des Parts Sociales en plus de leur valeur nominale est transférée. L'Assemblée Générale peut approuver des apports en capital par l'intermédiaire d'un paiement en numéraire ou en nature, sans l'émission de Parts Sociales dans les termes et conditions fixées par l'Assemblée Générale, qui seront transférés sur le compte «capital surplus» de la Société. Le montant du compte de prime d'émission et «capital surplus» peut être utilisé pour le rachat de Parts Sociales par la Société, afin de neutraliser des pertes nets, afin de faire des distributions aux Associés dans la forme de dividendes ou afin d'apporter des fonds à la Réserve Légale.

5.3 Droits de vote

Chaque Part Sociale donne à son détenteur un droit de vote sur toutes affaires sur lesquelles les Associés ont un droit de vote.

5.4 Rachat de Parts Sociales

Le capital social de la Société peut être réduit par le rachat et l'annulation d'une ou plusieurs Classes de Parts Sociales, sous réserve que la Société ne puisse à aucun moment racheter ou annuler des Parts Ordinaires.

En cas de réduction du Capital Social par le rachat et l'annulation d'une Classe de Parts Sociales, chaque Classe de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs (au pro rata de leur participation dans cette Classe de Parts Sociales) à une partie du Montant d'Annulation telle que déterminé par le Conseil de Gérance et approuvée par l'Assemblée Générale, et les détenteurs de Parts Sociales de la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée reçoivent de la part de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Classe de Parts Sociales en question détenue par eux et annulée.

La Société peut rembourser ses propres Parts Sociales dans les limites de la Loi de 1915.

Art. 6. Modification du Capital. Le capital souscrit et le capital autorisé de la Société peuvent être modifiés à tout moment par une décision de l'Associé unique (quand il y a un seul Associé) ou par une décision de l'Assemblée Générale des Associés, conformément à l'article 17 des présents Statuts.

Art. 7. Droit de Distribution des Parts. Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer devront être distribués dans les conditions prévues à l'article 20 des Statuts dans l'année où l'Assemblée Générale décide de faire une distribution de dividendes.

Les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I sont créées et liées chacune à un investissement particulier effectué par la Société (chacun un Investissement, et ensemble les Investissements).

Les Parts Sociales de Classe A sont liées à l'investissement dans la propriété située à Langenfeld en Allemagne, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement A).

Les Parts Sociales de Classe C sont liées à l'investissement dans l'immeuble situé au 23, rue de l'Amiral d'Estaing, 75016 Paris, France, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement C).

Les Parts Sociales de Classe D sont liées à l'investissement dans l'immeuble situé au 7, rue Logelbach, 75017 Paris, France, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement D).

Les Parts Sociales de Classe E sont liées à l'investissement dans la propriété située à Wellesbourne Business Park, Loxley Road, Wellesbourne, Royaume-Uni, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra

affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement E). Les Parts Sociales de Classe F sont liées à l'investissement dans la propriété située à Vision Park, Cambridge, Royaume Uni, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement F).

Les Parts Sociales de Classe G sont liées à l'investissement dans la propriété située à Tech Data, Munich Allemagne, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs. (l'Investissement G).

Les Parts Sociales de Classe H sont liées à l'investissement dans la propriété située à Octagon, Stoke, Royaume Uni, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement H).

Les Parts Sociales de Classe I sont liées à l'investissement dans la propriété située à Parkhurst Road, Londres, Royaume Uni, ensemble avec d'autres investissements que le Conseil de Gérance pourra affecter (avec l'accord des Associé(s)) aux termes d'investissements futurs (l'Investissement I).

Différents comptes d'actifs et de passif seront mis en place dans les comptes sociaux de la Société, chacun liés à un Investissement particulier (le Compte Classe A pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe A, le Compte Classe C pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe C, le Compte Classe D pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe D, le Compte Classe E pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe E, le Compte Classe F pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe F, le Compte Classe G pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe G, le Compte Classe H pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe H et le Compte Classe I pour les détenteurs de Parts Sociales de Classe I et, collectivement, les Comptes).

Art. 8. Indivisibilité des Parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des Parts. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi de 1915.

Chaque Associé s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les Parts Sociales qu'il détient sans le consentement préalable de la majorité des Associés détenant au moins trois quarts du capital social de la Société.

Chapitre III. Gérance

Art. 10. Gérance. La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants. Si plusieurs Gérants sont nommés, ils constituent un Conseil de Gérance. Le(s) Gérant(s) n'est (ne sont) pas obligatoirement Associé(s). Le(s) Gérant(s) peut (peuvent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des Associés titulaires de la majorité des votes.

La majorité des Gérants seront des non-résidents au Royaume-Uni (le RU) pour des raisons fiscales applicables au RU et ne seront pas établis de manière permanente au RU (ci-après désignés comme les Non-résidents au RU), La majorité des Gérants seront des non-résidents aux Etats-Unis (les US) pour des raisons fiscales applicables aux US et ne seront pas établis de manière permanente aux US (ci-après renseignés comme les Non-résidents aux US), Pour écarter toute confusion possible, des Gérants résidents ou établis de manière permanente au RU peuvent constituer avec des Gérants résidents ou établis de manière permanente aux US la majorité du Conseil de Gérance conformément aux présents Statuts.

Le Conseil de Gérance pourra choisir parmi ses membres Non-résidents au RU un Président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un Secrétaire qui n'a pas besoin d'être un Gérant mais doit être un Non-résident au RU et qui devra dresser les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance ainsi que des assemblées des Associés. Le Conseil de Gérance se réunira sur la convocation de tout Gérant, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président du Conseil de Gérance présidera toutes les assemblées générales des Associés et les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence les Associés ou le Conseil de Gérance pourront désigner, par un vote pris à la majorité présente lors de cette réunion, un autre Gérant, et pour les assemblées générales des Associés toute autre personne, pour assumer la présidence pro tempore en lieu et place du Président.

Avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants au moins un jour avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être renoncé à cette convocation moyennant l'assentiment de chaque Gérant donné par écrit ou par câble, télégramme ou télex. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil de Gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant pourra se faire représenter au Conseil de Gérance en désignant par écrit ou par télégramme, télécopie, email ou tout autre moyen similaire de communication un autre Gérant, comme son mandataire.

Tout Gérant qui n'est pas physiquement présent à l'endroit de la réunion du Conseil de Gérance et qui n'est pas présent au RU peut participer à cette réunion par conférence téléphonique ou tout autre moyen similaire de communication où tous les participants à la réunion sont en mesure de s'entendre les uns les autres, une telle participation équivaldra à une présence physique à cette réunion.

Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si (i) au moins deux Gérants sont physiquement présents, (ii) au moins une majorité des Gérants est présente ou représentée, (iii) au moins la majorité des Gérants présents ou représentés à chaque réunion du Conseil de Gérance sont des Non-résidents au RU et (iv) au moins la majorité des Gérants présents ou représentés à chaque réunion du Conseil de Gérance sont des Non-résidents aux US. Etant entendu que des Gérants résidents ou établis de manière permanente au RU peuvent représenter avec des Gérants résidents ou établis de manière permanente aux US la majorité du Conseil de Gérance conformément aux présents Statuts. Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à toute réunion.

Les réunions du Conseil de Gérance doivent être tenues au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation de la réunion. Au cas où le Conseil de Gérance déterminerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, les réunions du Conseil de Gérance pourront être temporairement tenues à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales. Cependant, les réunions du Conseil de Gérance ne pourront jamais être tenues au RU.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président pro tempore ou le Gérant qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président ou par le Secrétaire ou par deux Gérants.

Nonobstant les dispositions précédentes, des résolutions approuvées par écrit et signées par tous les Gérants auront le même effet que des résolutions votées à l'occasion d'une réunion du Conseil de Gérance; chaque Gérant approuvera cette résolution par écrit, par télégramme, téléfax ou tout autre moyen de communication similaire. Aucune résolution ne sera cependant effective si elle signée par un Gérant établi au RU et au US ou dans toute autre juridiction déterminée de temps à autre par une décision du Conseil de Gérance.

Art. 11. Pouvoirs du Gérant. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi de 1915 ou les Statuts seront de la compétence du Gérant et en cas de pluralité de Gérants du Conseil de Gérance. Le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants le Conseil de Gérance, peut, en particulier et sans limitation, conclure des contrats de conseil en investissement et des contrats d'administration.

En cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance peut élire parmi ses membres un ou plusieurs gérants délégués qui auront à leur charge la gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir d'engager individuellement la Société par leur seule signature.

Art. 12. Délégation des pouvoirs. Le Conseil de Gérance a le pouvoir de nommer une personne, Gérant ou non, aux fins de l'accomplissement de fonctions spécifiques à tout niveau de la Société.

Art. 13. Signatures valables. Pouvoirs de signature de Présidents

La Société est liée à l'égard des tiers par la signature conjointe de deux Gérants.

Délégation de pouvoirs spécifiques

La Société est également liée par la signature conjointe de toutes personnes ou par la signature unique de toute personne (Gérant ou non) à qui un pouvoir de signature spécifique a été confié par la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 14. Rémunération du Gérant. Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 15. Responsabilités du Gérant. Le Gérant ou en cas de pluralité de Gérants les membres du Conseil de Gérance ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Dispositions ERISA. Sauf consentement contraire des Associés, le Conseil de Gérance devra mettre en œuvre ses meilleurs efforts pour mener les affaires de la Société conformément à l'exception des «real estate operating companies» (sociétés d'exploitation de biens immobiliers) ou encore à l'exception des autres «operating companies» (sociétés d'exploitation) visée par la première phrase du paragraphe (c) des règles contenues dans la Section 2510.3-101 des Réglementations émises par le «US Department of Labor» (Département du Travail aux US) ou de toutes autres réglementations ultérieures (le «Plan Assets Régulations»). Si le Conseil de Gérance se rend compte qu'il est possible que la Société cesse d'être une «real estate operating Company» ou encore une «operating Company» conformément à la première phrase du paragraphe (c) du «Plan Assets Régulations», alors le Conseil de Gérance prendra les mesures

nécessaires pour éviter que la Société ne soit affectée de manière défavorable au regard de sa situation en tant que «real estate operating Company» ou encore en tant que «operating Company».

Chapitre IV. Assemblée Général des Associés

Art. 17. Pouvoirs de l'Associé Unique / Assemblée Générale des Associés. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés.

En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient.

Chaque Associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui.

Un Associé (ou si l'Associé est une entité juridique, ses représentants légaux) est autorisé à se faire représenter à toute Assemblée des Associés par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être Associé lui-même, pour autant que ce mandataire soit nommé par une procuration écrite, par télécopie, câble, télégramme, télex ou par e-mail.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 18. Assemblées Générales. Le Gérant, ou en cas de pluralité de Gérants le Conseil de Gérance, pourra convoquer d'autres Assemblées Générales.

De telles assemblées doivent être convoquées si des Associés représentant plus de cinquante pour cent du capital de la Société le demande.

Les autres assemblées générales des Associés pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Cependant, les autres assemblées générales ne pourront jamais être tenues au RU.

Chapitre V. Exercice social - Comptes annuels

Art. 19. Exercice Social. L'Exercice Social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'Exercice Social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant ou en cas de pluralité de Gérants le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Dans la mesure requise par les lois et règlements luxembourgeois, les opérations de la Société et sa situation financière ainsi que ses livres de compte sont contrôlés par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréés.

Tout Associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, desdits inventaires et bilan au siège social de la Société.

Art. 20. Affectation et Distribution des Bénéfices.

20.1 Conformément aux lois et règlements applicables, il est prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société un montant équivalent à cinq pour cent (5%) qui est affecté à la réserve exigée par la Loi de 1915 (la Réserve Légale). Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la Réserve Légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Ce prélèvement deviendra à nouveau obligatoire si la réserve légale tombe sous ce seuil de dix pour cent (10%).

20.2 Le solde pourra être distribué aux Associé(s) en proportion de leur détention de parts dans la Société et sera alloué de la manière suivante:

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe A.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe C.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe D.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe E auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe E.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe F auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe F.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe G auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe G.
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe H auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe H
- les détenteurs de Parts Sociales de Classe I auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder le résultat figurant dans le Compte de Classe I.

- les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires auront droit aux montants correspondant aux résultats qui ne sont liés à aucun Investissement en particulier et qui ne figurent pas dans les Comptes.

20.3 La prime d'émission ou le «capital surplus» peuvent être distribuées aux Associés par l'Assemblée Générale des Associés ou par l'Associé unique de la manière suivante:

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe A auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe A.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe C auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe C.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe D auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe D.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe E auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe E.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe F auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe F.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe G auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe G.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe H auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe H.

- les détenteurs de Parts Sociales de Classe I auront droit à un montant qui ne pourra pas excéder la prime d'émission figurant dans le Compte de Classe I.

- les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires auront droit aux montants correspondant à la prime d'émission qui n'est liée à aucun Investissement en particulier et qui ne figure pas dans les Comptes.

- Dans le cas où toutes les Classes de Parts Sociales en circulation, sauf une, ont été annulées suivant leur remboursement, rachat ou autrement au moment de la distribution, le solde restant de toute distribution de dividendes devra être attribué à la Classe de Parts Sociales restante.

20.4 Dans la mesure où des fonds sont disponibles et où les Statuts et la Loi de 1915 et les règles applicables le permettent, le Gérant, ou en cas de pluralité, le Conseil de Gérance pourra proposer la distribution de toute réserve distribuable et de tout résultat reporté.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 21. Causes de Dissolution. La Société ne sera pas dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité ou de faillite de son Associé unique ou de l'un des Associés.

Art. 22. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Dans la mesure où cela est permis par la Loi de 1915 et en accord avec l'article 7 des Statuts, une distribution des actifs de la Société sera faite au profit des Associés de manière à ce que suite au paiement du passif (incluant notamment toute réserve créée par le Conseil de Gérance en vue du paiement d'un éventuel passif), chaque détenteur d'une classe de Parts Sociales aura droit, proportionnellement à sa participation, à un montant égal au montant attribué à l'actif du Compte relatif à cette classe de Parts Sociales (le Boni de Liquidation par Classe de Parts Sociales).

Après paiement du Boni de Liquidation par Classe de Parts Sociales, le solde (s'il y en a un) sera versé aux détenteurs des Parts Sociales Ordinaires. Les Parts Sociales Ordinaires ont toutes les mêmes rangs dans le contexte du versement d'un boni de liquidation.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 23. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les Statuts, il est fait référence à la Loi de 1915.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille Euro (EUR 4.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 décembre 2013. Relation: LAC/2013/59249. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2014002356/944.

(140001728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 janvier 2014.

EOI Sykes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 2F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 80.583.

L'an deux mille treize, le trente décembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "EOI SYKES S. à R.L.", ayant son siège social à L-1289 Luxembourg, 2F, rue Guillaume Kroll, R.C. Luxembourg section B numéro 80.583, constituée suivant acte de scission reçu le 28 décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, page 37.409 de 2001.

L'assemblée est présidée par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Sara Lecomte, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant

1. Réduction du capital social de EUR 7.229.610,- (sept millions deux cent vingt-neuf mille et six cent dix euros) pour le réduire de son montant actuel de EUR 16.229.230,- (seize millions deux cent vingt-neuf mille deux cent trente euros) à EUR 8.929.620,- (huit million neuf cent vingt-neuf mille six-cent vingt), par réduction de la valeur nominale de EUR 229,- (deux cent vingt-neuf euros) à EUR 126,- (cent vingt-six) soit EUR 103,- (cent trois euros) par part sociale et remboursement à l'associé.

2. Le capital social est désormais fixé à EUR 8.929.620,- (huit million neuf cent vingt-neuf mille six-cent vingt) représenté par 70.870 (soixante-dix mille huit cent soixante-dix) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 126,- (cent vingt-six euros) chacune.

3. Modification de l'article 6 des statuts pour le mettre en conformité avec les résolutions prises ci-dessus.

4. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 7.229.610,- (sept millions deux cent vingt-neuf mille et six cent dix euros) pour le réduire de son montant actuel de EUR 16.229.230,- (seize millions deux cent vingt-neuf mille deux cent trente euros) à EUR 8.929.620,- (huit million neuf cent vingt-neuf mille six-cent vingt), par réduction de la valeur nominale de EUR 229,- (deux cent vingt-neuf euros) à EUR 126,- (cent vingt-six) soit EUR 103,- (cent trois euros) par part sociale et remboursement à l'associé.

Tous pouvoirs sont conférés au gérant pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à la réduction de la valeur nominale partout où il appartiendra et au remboursement à l'associé.

Délai de remboursement:

Le notaire a attiré l'attention de l'assemblée sur les dispositions de l'article 69 de la loi sur les sociétés commerciales instaurant une protection en faveur des créanciers éventuels de la société, le remboursement effectif aux associés ne pouvant avoir lieu librement et sans recours de leur part que 30 (trente) jours après la publication du présent acte au Mémorial C.

Deuxième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital est fixé à la somme de EUR EUR 8.929.620,- (huit million neuf cent vingt-neuf mille six-cent vingt Euros), représenté par 70.870 (soixante-dix mille huit cent soixante-dix) parts sociales d'une valeur de EUR 126,- (cent vingt-six euros) chacune.

Chaque part donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires." Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. GIBERT, S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 31 décembre 2013. Relation: LAC/2013/60731. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014007539/63.

(140007661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2014.

AIM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 18, rue Randlingen.

R.C.S. Luxembourg B 148.062.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,

LE TROISIEME JOUR DU MOIS DE JANVIER.

Pardevant Nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

La société anonyme "IT Attitude S.A.", ayant son siège social à L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 95.574,

ici représentée conformément à l'article 9 des statuts par son administrateur-délégué Monsieur Tahar SEGHIER, demeurant à Hagen.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit, comme associée unique de la société à responsabilité limitée "AIM S.à r.l.", ayant son siège social à L-8352 Dahlem, 42, rue des Trois Cantons, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.062, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 8 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1962 du 8 octobre 2009 et dont les statuts ont été modifiés par le prédit Maître Jean SECKLER, en date du 14 octobre 2011, publié au Mémorial C, numéro 3124 du 20 décembre 2011,

a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Unique résolution

L'associée unique décide de transférer le siège social vers L-8366 Hagen, 18, rue Randlingen et de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 4. (1^{er} paragraphe). "Le siège social est établi dans la Commune de Steinfort."

Constataion

L'associée unique la société anonyme "IT Attitude S.A.", constate que son adresse est depuis aujourd'hui L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de EUR 800.-.

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: T. SEGHIER, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 07 janvier 2014. Relation: RED/2014/102. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 15 janvier 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014008094/40.

(140009396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2014.

Double Fun S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 123.821.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 9 janvier 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, statuant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et a ordonné la liquidation de la société anonyme DOUBLE FUN SA., (R.C.S. N° B 123821), dont le siège social à L-2146 Luxembourg, 3-65, rue de Merl, a été dénoncé en date du 14 mai 2012;

Suivant ce même jugement, ont nommée juge-commissaire Madame Anita LECUIT, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et ont désigné comme liquidateur Me Régua AMIALI, avocat à la Cour, demeurant à Esch-Sur-Alzette.

Pour extrait conforme

Me Régua AMIALI

Le liquidateur

48-52, rue du Canal

L-4050 Esch-sur-Alzette

Référence de publication: 2014009661/19.

(140010531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Finarfin S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 123.495.

—
LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 9 janvier 2014, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, statuant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et a ordonné la liquidation de la société anonyme FINARFIN SA., (R.C.S. N° B 123495), dont le siège social à L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean Baptiste Esch, a été dénoncé en date du 21 mars 2011;

Suivant ce même jugement, ont nommée juge-commissaire Madame Anita LECUIT, juge au Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et ont désigné comme liquidateur Me Régua AMIALI, avocat à la Cour, demeurant à Esch-Sur-Alzette.

Pour extrait conforme

Me Régua AMIALI

Le liquidateur

48-52, rue du Canal

L-4050 Esch-sur-Alzette

Référence de publication: 2014009665/19.

(140010537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Titan International Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.577.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 101.078.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

La liquidation de la société TITAN INTERNATIONAL LUXEMBOURG S.à r.l., décidée par acte du notaire Maître Henri Hellinckx, en date du 10 décembre 2013, a été clôturée par résolutions prises en date du 13 décembre 2013.

Les livres et documents de la société seront conservés pendant cinq ans au siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2014.

Référence de publication: 2014010436/15.

(140011629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2014.